Canadian Centre for Foreign Policy Development
Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

SIERRA LEONE:
LA CRISE OUBLIEE

David Pratt, MP Nepean-Carleton
l'envoy especial au Sierra Leone

23 avril, 1999

4007.1F

ISBN: 0-662-86012-8
E2-393/1999F

Sierra Leone:

La Crise Oubliée

**Rapport au Ministre des Affaires étrangères,
L honorable Lloyd Axworthy, P.C., M.P., de
David Pratt, M.P., Nepean-Carleton, l envoyé
special au Sierra Leone**

avril 1999

Note : Il ne s agit pas d un rapport du gouvernement du Canada, mais de celui d un député qui, à titre personnel et avec l aide du personnel des Affaires étrangères, et tenu par des délais très courts, a porté un regard neuf sur la crise actuelle en Sierra Leone.

104-00004/

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

Remerciements 4

Résumé 5

Première partie Historique 8

Deuxième partie La situation en matière de sécurité 18

Troisième partie La situation humanitaire 33

Quatrième partie Le processus politique et de paix 44

Conclusion 50

Bibliographie 52

SIERRA LEONE : LA CRISE OUBLIÉE

INTRODUCTION

Dans un essai controversé publié il y a cinq ans dans *The Atlantic Monthly*, l écrivain américain Robert D. Kaplan dépeignait la dislocation des nations sous la pression de l afflux des réfugiés, l effritement des frontières et la guerre devenue la continuation du crime à grande échelle. Selon lui, ces phénomènes préfigurent les premières décennies du vingt et unième siècle. Parmi les nombreuses régions auxquelles R. Kaplan s est intéressé, il y a avait la Sierra Leone. Il écrit : « *La tyrannie n est pas une nouveauté en Sierra Leone ni dans le reste de l Afrique occidentale. Mais aujourd hui, elle s inscrit dans une anarchie croissante beaucoup plus lourde de conséquences que tous les coups d État, les incursions de rebelles et les brèves expériences de la démocratie.* »

Dans la conclusion remarquablement perspicace de cet essai de 1994, Kaplan met en garde : « *Nous ignorons cette région mourante (l Afrique occidentale) à nos risques et périls. Lors de la chute du mur de Berlin en novembre 1989, je me trouvais au Kosovo où je couvrais une émeute entre Serbes et Albanais. L avenir est au Kosovo, me suis-je dit cette nuit-là, et pas à Berlin. Le jour même où Yitzhak Rabin et Yasser Arafat se serraient la main sur la pelouse de la Maison Blanche, mon avion d Air Afrique s approchait de Bamako, au Mali, révélant des baraquements en tôle ondulée au bord d un désert qui progresse inexorablement. J ai alors compris que l événement marquant n était pas à la Maison Blanche, mais juste en dessous.* »

Sous bien des aspects, le Kosovo et la Sierra Leone sont les deux faces de la même médaille, du conflit national à la fin des années 90. Les « règles du conflit armé » classiques n ont plus cours. Tant pour les Serbes que pour le Front uni révolutionnaire (RUF) des rebelles en Sierra Leone, les populations civiles, loin d être protégées, sont devenues les cibles et les instruments de la guerre. En Sierra Leone et au Kosovo, la guerre a pris l aspect d un crime à grande échelle, comme Kaplan l avait prévu. En Sierra Leone, elle s est accompagnée d innombrables violations des droits de l homme : meurtres, viols, mutilations, pillages, enlèvements, boucliers humains, enfants soldats, mines terrestres, destruction des biens & La Sierra Leone est emblématique des problèmes de sécurité humaine. On notera avec intérêt que les deux conflits ont entraîné un nombre similaire de réfugiés.

Mon intérêt personnel pour la Sierra Leone remonte à 1990, lorsque je me suis rendu pour la première fois dans ce pays, dans le cadre d un programme de développement municipal géré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et financé par l ACDI. À cette époque, j étais conseiller municipal de la ville de Nepean. Notre ville était associée à Bo, la deuxième ville de la Sierra Leone. Avec l aide d une ONG locale appelée Nepean Outreach to the World (NOW), nous avons construit un nouveau marché, acheté des équipements dont la mairie avait un besoin urgent et dispensé différentes formations aux employés municipaux, pour ne citer que ces réalisations. Dans le cadre de ce programme, j ai effectué trois séjours dans le pays, le dernier en 1993. En 1995, face à la dégradation de la sécurité, nous avons dû suspendre nos activités.

Toutefois, à chaque voyage en Sierra Leone, ma fascination pour ce pays, ses habitants et sa riche culture allait croissant.

Informé de mon intérêt et de mon engagement précédent en Sierra Leone, l honorable Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, m a demandé en février dernier de faire office d émissaire spécial. Malgré mes craintes, j acceptai. On me demanda de conduire une mission d enquête et d examiner la situation en Sierra Leone du point de vue de la sécurité, de la situation humanitaire et de la réalité politique. À la suite de cette mission, je devais dresser un rapport à l intention du ministre.

Pour préparer ma mission, je me suis rendu aux Nations unies le 12 mars rencontrer les responsables de l organisation, les chefs et chefs adjoints de missions. Le 20 mars, je me suis envolé pour l Afrique avec M. Jacques Crête, directeur de la Direction de l Afrique occidentale et centrale au ministère des Affaires étrangères. Nous avons ensuite établi une liaison avec le lieutenant-colonel Stephen Moffat, chef de la Section de maintien de la paix des Affaires étrangères.

Notre mission nous a conduits dans un premier temps à Londres, où nous avons notamment rencontré le très honorable Tony Lloyd, ministre d État aux Affaires étrangères et au Commonwealth (FCO) de Grande-Bretagne, M. James Bevan, le chef du département africain du FCO et M. Moses Anafu, haut responsable du Secrétariat du Commonwealth. De Londres, nous avons pris la direction de Conakry, en Guinée, où nous avons rencontré des hauts dirigeants, dont le premier ministre M. Lamine Sidime. Pendant notre séjour en Guinée, nous avons également visité un camp de réfugiés à Forecariah, à proximité de la frontière avec la Sierra Leone.

Notre étape suivante fut Freetown, la capitale de la Sierra Leone, où nous nous sommes entretenus avec plusieurs hauts responsables, notamment le président Ahmed Tejan Kabbah et le chef de l état-major de la Défense de l armée sierra-léonaise, le brigadier-général Maxwell Khobe, un Nigérian, ainsi que le haut-commissaire britannique Peter Penfold. Nous avons visité différents quartiers de Freetown, dont les installations pour les personnes déplacées, l hôpital central, un camp de personnes amputées et la partie est de la ville, détruite en grande partie. Nous avons également rencontré plusieurs représentants d ONG. Après une brève étape à Abidjan, en Côte d Ivoire, pour rencontrer un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, nous avons terminé notre visite de la région à Accra, au Ghana pour rencontrer plusieurs autres ministres et John Atta Mills, le vice-président du Ghana.

Il faut souligner que le contenu de ce rapport ne préjuge en rien du cadre futur de la politique étrangère canadienne sur la Sierra Leone. Il ne s agit pas d un rapport du gouvernement du Canada, mais de celui d un député qui, à titre personnel et avec l aide du personnel des Affaires étrangères, et tenu par des délais très courts, a porté un regard neuf sur la c ise actuelle en Sierra Leone. Si ce rapport permet au gouvernement canadien d intensifier son a istance à ce pays dévasté, j en serai naturellement très heureux, car la Sierra Leone a un bes n impérieux de notre aide.

David Pratt, député
Nepean-Carleton
Avril 1999

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes n ont pas ménagé leurs efforts dans cette entreprise et méritent d être remerciées. M. Jacques Crête, directeur de la Direction de l Afrique centrale et de l Ouest au ministère des Affaires étrangères, et le lieutenant-colonel Stephen Moffat, chef de la Section de maintien de la paix des Affaires étrangères, ont fourni une assistance précieuse à cette mission grâce à leur expérience, à leurs connaissances et à leur dévouement. Je pense que nous avons accompli un bon travail d équipe à la fois sur le terrain en tant qu observateurs et à Ottawa pour débattre de la situation et de ses répercussions lors de la rédaction de ce rapport. Nous avons commencé la mission comme collègues et l avons achevée comme amis.

Durant tout le processus, j ai été activement aidé et soutenu par Heidi Hulan, Eric Hoskins et Debora Brown du cabinet du ministre Axworthy. À New York, lors de ma visite aux Nations unies, j ai reçu une aide inestimable de notre ambassadeur, Robert Fowler, et de son premier secrétaire aux Affaires politiques, David Angell, aussi compétent qu habile. Nous sommes aussi redevables au Centre canadien pour le développement de la politique étrangère qui a mené, à notre requête, avec affabilité et diligence, la recherche nécessaire liée à notre mission et à la préparation de ce rapport.

En Afrique, notre travail a été facilité par une excellente préparation des réunions avec les grands responsables et des visites de sites. Cette tâche incombait pour l essentiel à Denis Briand, notre ambassadeur en Guinée, qui assume également les fonctions de haut-commissaire en Sierra Leone. Il fut notre hôte lors de plusieurs réunions qui nous ont fourni des informations générales très utiles et une évaluation impartiale de la situation. Il a fait en sorte que nous nous sentions comme chez nous.

À Freetown, le haut-commissaire de Grande-Bretagne, Peter Penfold, a ouvert sa maison à ses cousins canadiens et a mis à la disposition de l ambassadeur Briand et de moi-même une chambre sûre pour la nuit. Son hospitalité et son analyse éclairée de la situation du pays nous furent précieuses. L ambassadeur américain, Joseph Melrose, a également eu l amabilité de nous aider de multiples manières, notamment en organisant nos transports à destination et en provenance de Freetown. À Abidjan, l ambassadeur Don McMaster a également ouvert la porte de sa maison pour nos réunions et à Accra, notre haute-commissaire, Janet Graham, nous a accueillis chez elle et a organisé un programme très instructif de réunions de haut niveau avec de hauts responsables du Ghana.

Un mot de remerciements également au ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, qui m a fait l honneur de me confier cette mission, à M. Des Garvey qui a éveillé mon intérêt pour l Afrique par le biais de son organisation Nepean Outreach to the World (NOW), à mes collaborateurs, pour leur encouragement et leur soutien, et à Sylvie Gachnang, des Affaires étrangères, pour son excellent travail informatique. Enfin, je remercie ma femme, Joan, qui n a pu supporter sans une certaine nervosité mes quatre voyages en Sierra Leone.

RÉSUMÉ

La triste réalité veut que la guerre et la souffrance ne soient pas des phénomènes nouveaux en Sierra Leone. Depuis qu il a obtenu son indépendance en 1961, ce minuscule pays d Afrique a eu à peu près tous les régimes politiques connus, du totalitarisme à la démocratie en passant par toutes les nuances intermédiaires, les dix dernières années ayant été particulièrement barbares. Le présent rapport examine trois grands thèmes qui sont au coeur de la crise actuelle en Sierra Leone : la situation en matière de sécurité, la situation humanitaire et la situation politique. On s y efforce de mieux comprendre ce conflit brutal et de recenser les plus grands besoins, afin que le Canada et d autres bienfaiteurs puissent canaliser les ressources qu ils pourront mobiliser pour venir en aide à ce pays désespéré.

La situation en matière de sécurité

La situation générale en Sierra Leone est extrêmement tendue. Le gouvernement et l ECOMOG, à peu près vaincus en janvier 1999, contrôlent fermement Freetown aujourd hui. L ECOMOG, une force multinationale comprenant des troupes du Nigéria, du Ghana, de la Guinée et du Mali, assure la liberté de circulation dans la péninsule de Freetown, mais les rebelles poursuivent des activités significatives dans tout le reste du pays. L ECOMOG a désespérément besoin d un soutien logistique appréciable, létal et non létal, et il semble que les rebelles se réarment en prévision d une prochaine flambée des hostilités.

L intervention étrangère dans le conflit de Sierra Leone est un grave problème, et il est avéré que Libéria et le Burkina Faso soutiennent les rebelles. Ces derniers tirent de l extraction des diamants des revenus pouvant atteindre quelque 300 millions de dollars par année, dont ils consacrent une part inconnue à l achat d armes légères et de munitions. Ces armes sont apparemment achetées en Europe de l Est et transitent par le Burkina Faso, puis par le Libéria avant d être livrées aux forces rebelles en Sierra Leone.

La sécurité en Sierra Leone et dans la région implique aussi la police civile. La police de Sierra Leone a besoin d instruction dans les techniques policières modernes, de la détection du crime aux enquêtes et à la prévention, tant pour les policiers eux-mêmes que pour leurs instructeurs. Le problème policier est également grave en Guinée qui a aussi besoin d un appui sérieux.

Cette partie du rapport conclut que toute activité menée relativement à la sécurité doit tenir compte, non seulement de la situation en Sierra Leone, mais aussi de celle des États voisins, en particulier de la Guinée, pays francophone. En outre, les efforts humanitaires et le processus de paix lui-même ont peu de chance de réussir si l ECOMOG ne reçoit pas des moyens additionnels pour assurer la sécurité.

Muni des ressources nécessaires, le Canada pourrait continuer de fournir un soutien logistique non létal à l ECOMOG. Nous pourrions également fournir un certain appui létal, sous réserve

d un examen approfondi de la question. Le Canada pourrait aussi coopérer étroitement avec le Royaume-Uni à la formation que celui-ci dispense à l armée de Sierra Leone et explorer les options concernant une formation additionnelle dans le cadre du Programme canadien d aide à l instruction militaire. Enfin, nous pourrions aussi examiner l opportunité de fournir une formation et des conseils bilingues en matière de police.

La situation humanitaire

Les besoins en aide humanitaire sont immenses. La situation humanitaire est critique en Sierra Leone et menace d empirer encore considérablement. On dénombre quelque 700 000 personnes déplacées sur son territoire et un demi-million de réfugiés hors de ses frontières. Plus précisément, 400 000 réfugiés de Sierra Leone se trouvent en Guinée, environ 100 000 au Libéria, et on estime à 250 000 le nombre des personnes déplacées qui se trouvent à Freetown. Ni le gouvernement de Sierra Leone ni les organisations non gouvernementales internationales ne savent quelle est la situation humanitaire en dehors de la péninsule de Freetown et des villes, et des estimations non officielles situent à près de 1,5 million le nombre de personnes vivant dans les zones contrôlées par les rebelles, sans accès à l aide humanitaire.

Il faut noter en particulier la situation des femmes et des enfants, qui subissent la majorité des exactions des rebelles. Les camps de réfugiés et les hôpitaux sont pleins de victimes amputées d un ou de plusieurs membres, la plus jeune qui ait été observée étant âgée de moins de quatre ans. Quelque 3 000 enfants enlevés sont encore portés disparus, et ceux qui survivent n ont aucune école à fréquenter. La plupart des écoles de la région de Freetown ont été détruites et de nombreux enseignants ont quitté le pays.

Les besoins vont de la fourniture immédiate d abris, d aide alimentaire et de prothèses à la réadaptation à long terme des victimes de la guerre et à l assistance à l éducation. Après un examen minutieux des besoins, le Canada pourrait apporter un important soutien humanitaire bilatéral dans les domaines où ses ressources le lui permettent, et collaborer avec divers partenaires (fédéraux, provinciaux, municipaux et non gouvernementaux, et autres gouvernements) pour atteindre les objectifs qu il vaut mieux poursuivre en regroupant les ressources.

La situation politique

Le gouvernement de Sierra Leone est attaché à sa stratégie bipolaire de recherche de la paix, qui consiste à renforcer la sécurité tout en faisant la promotion du dialogue. Cependant, le gouvernement comme les rebelles se heurtent à des obstacles internes et externes dans la poursuite d une paix négociée. Les rebelles ne semblent pas avoir de programme politique défini, et sont divisés entre ceux qui croient à la victoire militaire et ceux qui opteraient pour un règlement négocié. Les mêmes divisions existent au sein du gouvernement du président Kabbah, que les tenants de l ECOMOG engagent à rechercher une paix négociée.

Les pays voisins jouent un rôle important dans la recherche de la paix en Sierra Leone. En 1996, le président de la Côte d Ivoire, Henri Konan Bédié, a été le médiateur de l Accord d Abidjan qui, malgré l absence de mécanismes d exécution ou de contrôle, pourrait servir de cadre utile à d éventuels accords de paix. D autres organisations ont aussi un rôle notable à jouer dans le processus de paix en Sierra Leone. Le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé le déploiement d une Mission d observateurs de l ONU en Sierra Leone et établi un régime de sanctions contre les rebelles et ceux qui les appuient. La CEDEAO, avec son Groupe des Six (Ghana, Guinée, Côte d Ivoire, Libéria, Nigéria et Togo), est bien placée pour contribuer au processus de paix, mais elle a besoin d un appui international. Enfin, il y a le Groupe de contact pour la Sierra Leone, qui est un regroupement ponctuel de pays, dont le Canada, ayant pour but de soutenir et de promouvoir le soutien international à la Sierra Leone et à l ECOMOG.

La troisième voie signalée dans le présent rapport présente au Canada un vaste menu d options en fait d action politique, particulièrement en ce qui concerne sa collaboration avec d autres organisations. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Canada pourrait imprimer une vigueur supplémentaire aux activités du Conseil relatives à la Sierra Leone. Membre du Commonwealth et de la Francophonie, le Canada est en mesure de servir de pont entre l Afrique anglophone et francophone. En outre, le Canada pourrait envisager d intervenir plus directement dans la sous-région en assistant en qualité d observateur aux futures assises de la CEDEAO.

PREMIÈRE PARTIE -HISTORIQUE

Introduction

La République de Sierra Leone couvre une superficie de 72 000 kilomètres carrés, qui équivaut à peu près à celle du Nouveau-Brunswick, et elle compte environ 4,2 millions d'habitants. Depuis le début de la « guerre des rebelles » en 1992, les statistiques ne veulent plus dire grand-chose en Sierra Leone, mais un chiffre est frappant. Depuis plusieurs années, le Canada s'est vu attribuer la meilleure note selon l'Indice du développement humain du PNUD, qui mesure l'espérance de vie, le degré d'instruction et le niveau de vie. Pendant la majeure partie de la décennie, la Sierra Leone a occupé la dernière place parmi les 174 pays considérés.

La Sierra Leone avant l'indépendance

Il existe deux grands groupes linguistiques en Sierra Leone, le mendé et le « mel », qui peuvent toutefois comprendre jusqu'à sept ou huit sous-groupes. À l'exception des Limba et des Sherbo, la plupart des groupes ethniques actuels sont arrivés dans le pays après 1400, fuyant des bouleversements dans d'autres parties de la région. Les premiers visiteurs européens ont été les Portugais, qui ont donné au pays son nom « montagne du lion » - d'après la forme des montagnes qui se dressent sur la péninsule de Freetown.

En 1787, 356 « pauvres Noirs » et 100 Blancs ont quitté la Grande-Bretagne pour établir une colonie en Sierra Leone, mais peu ont survécu aux deux premières années passées dans ce pays. En 1792, 1 200 esclaves libérés, pour la plupart des réfugiés qui tentaient d'échapper à la guerre de l'Indépendance américaine, sont arrivés d'Halifax et ont fondé une colonie permanente, qu'ils ont baptisée

« Freetown ». On donne encore parfois aujourd'hui le nom de « Néo-Écossais » à leurs descendants. On a commencé à désigner les colons sous le nom de Créoles, et ces derniers ont créé au fil des ans leur propre langue, le « krio », un créole d'origine anglaise.

La Sierra Leone Company, qui gérait la colonie à ses débuts, a été dissoute en 1808, et la Sierra Leone est devenue une colonie de la Couronne. Elle a donc été le premier État politique moderne de l'Afrique sub-saharienne. Par ailleurs, il a fallu du temps aux autorités coloniales britanniques pour étendre leur influence politique dans l'intérieur du pays, et ce n'est qu'en 1896 que le territoire couvrant la superficie actuelle de la Sierra Leone a été placé sous protectorat britannique. Entre 1895 et 1908, une ligne de chemin de fer à voie étroite est construite entre Freetown et les régions orientales du pays, mais il faut attendre jusqu'à la Seconde Guerre mondiale pour que des routes soient construites à destination des provinces. La Sierra Leone est fière d'avoir fondé en 1827 la première université de l'Afrique sub-saharienne, le Fourah Bay College. Par ailleurs, on laisse dans une large mesure aux missionnaires le soin d'assurer les services éducatifs et de santé. En 1939, seulement trois des douze écoles secondaires du pays sont administrées directement par l'État.

Au début du XX^{e} siècle, la noix de palme devient la principale culture d exportation. Les diamants, découverts en 1930 dans le district de Kono, dans l Est du pays, commencent dès 1938 à être la principale source de recettes d exportation. En 1933, on ouvre une mine de fer à Marampa, dans le district de Port Loko, qui produit dès 1938 près de 30 % des recettes d exportation du pays. Ces deux produits, le fer et les diamants, ont joué un rôle déterminant qui a permis aux Sierra-Léonais ne vivant pas à Freetown d accéder à l économie monétaire moderne.

Entre 1951 et 1961, les pouvoirs des représentants officiels de la Grande-Bretagne sont progressivement délégués aux autorités sierra-léonaises élues, qui prennent la responsabilité de certains ministères en 1953 et celle de tous les portefeuilles, sauf les affaires étrangères et la défense, en 1958. Un docteur en médecine, sir Milton Margai, devient ministre en chef en 1954, premier ministre délégué en 1958 et premier ministre lors de l indépendance, en 1961.

Les années qui suivent l indépendance : 1961-1968

L optimisme et les grandes espérances caractérisent les années qui précèdent et suivent immédiatement l indépendance. De nouvelles routes sont construites, des hôpitaux et des cliniques ouvrent leurs portes et de nouvelles écoles sont créées partout. L effectif scolaire inscrit au primaire triple entre 1948 et 1958 et, dans la province du Nord, le nombre d enfants inscrits à l école primaire passe de 3 291 en 1948 à 24 034 en 1963.

Milton Margai est le premier chef du Parti du peuple de Sierra Leone (SLPP), formé en 1951. Dans les premiers temps, il collabore étroitement avec Siaka Stevens, qui a été secrétaire général du syndicat des mineurs à Marampa dans les années 1940, puis ministre des Mines et du Travail. Peu avant l indépendance, Stevens rompt ses relations avec Margai et forme un nouveau parti, appelé All Peoples Congress (APC). Milton Margai meurt trois ans seulement après l indépendance et son frère, Albert, lui succède. Moins de deux ans plus tard, accablé par des accusations de corruption et de mauvaise administration, Albert Margai commence à parler de l instauration d un régime de parti unique.

Les élections générales de 1967 sont capitales. Bien qu il ait entre-temps désavoué l idée d un régime de parti

unique, Albert Margai présente des propositions en vue d instaurer une nouvelle constitution républicaine, s attirant la méfiance générale. Il accuse l armée de préparer un coup d État, ce qui sert de prétexte à une purge du corps des officiers, laquelle déclenche l agitation entre factions rivales des forces armées. Lors des élections générales de mars 1967, l inscription et le scrutin sont mal gérés, et des rumeurs de fraude électorale et de corruption se répandent dans le pays. Les résultats officieux donnent 32 sièges à l APC, 28 au SLPP et six à des indépendants, dont quatre ont déclaré qu ils appuieraient un gouvernement de l APC. Le gouvemeur général demande donc à Siaka Stevens de former un nouveau gouvernement.

Le même jour, le commandant de l armée, David Lansana, déclare toutefois la loi martiale et arrête le gouverneur général et Stevens pour avoir violé la Constitution, alléguant que tous les résultats des élections n ont pas été comptés. Trois jours plus tard, lorsqu il s avère qu il a l intention de remettre Margai au pouvoir, des officiers subalternes l arrêtent et établissent un régime militaire, appelé Conseil de réforme nationale (NRC). Un an plus tard, le NRC est lui-même renversé par des sous-officiers qui invitent Siaka Stevens, alors en exil en Guinée, à revenir au pays et à former un gouvernement.

Le régime Stevens : 1968-1985

Jusqu en 1968, deux clivages ont marqué la politique en Sierra Leone. Le premier, qui était dans une large mesure dépassé dès la fin des années 1950, séparait les Créoles de Freetown, qui avaient dominé la vie économique et politique pendant les 150 premières années de la colonie, des habitants du « protectorat » beaucoup plus peuplé et moins développé. Le second clivage politique consistait en

une scission entre la partie septentrionale du pays et la région beaucoup plus développée du Sud, peuplée en grande partie de personnes parlant le mendé. Les Mendé avaient appuyé fortement le SLFF. C était d ailleurs l une des raisons pour lesquelles Stevens, un Limba du Nord, a formé son propre parti, en faisant appel au sentiment anti-mendé et au mécontentement social d un nombre croissant de jeunes chômeurs urbains.

Moins de deux mois après être entré en fonctions, Stevens purge l armée de ses officiers supérieurs mendé et la place sous la responsabilité d hommes du Nord. En outre, il interdit l usage de la voie ferrée pour des raisons économiques, bien que beaucoup pensent qu il cherche ainsi à isoler les régions du pays qui ont voté contre l APC. Après une tentative avortée de coup d État en 1971, Stevens établit une Unité de sécurité interne (ISU). Il s agit d une force paramilitaire brutale, dirigée personnellement par Stevens et constituée de jeunes hommes recrutés surtout dans les quartiers pauvres de Freetown. Les élections générales de 1973 sont marquées par la violence et la fraude électorale, mais la situation qui existe lors des élections de 1977 est bien pire, car des bandes armées de l ISU perturbent le processus électoral dans tout le pays et répriment avec violence les manifestations d étudiants. Un an plus tard, un projet comportant l établissement d un régime de parti unique est approuvé par référendum avec l appui de 97 % des électeurs.

Les années du régime Stevens sont marquées par une subversion systématique de l appareil étatique officiel et par le développement d une importante économie parallèle, qui repose en grande partie sur le commerce illicite des diamants. En 1933, la Sierra Leone Selection Trust Ltd. (SLST) a obtenu une concession exclusive de 99 ans pour la prospection et l exploitation minière dans tout le pays.

En 1955, le taux d imposition grimpe à 60 %, et la SLST renonce à tous ses droits, sauf sur une superficie de 450 miles carrés. Étant donné que les gisements de Kono sont alluvionnaires, le matériel lourd – quoique plus efficace que l excavation individuelle – n est pas indispensable. Pendant les années 1930 et 1940, la SLST est largement en mesure de surveiller les zones d exploitation minière, mais une ruée vers le diamant survenue dans les années 1950 attire dans la région un afflux de prospecteurs clandestins, appelés « san san boys ». Entre 1953 et 1957, le nombre de chercheurs clandestins passe de 5 000 pour grimper jusqu à 70 000. Malgré la présence d une force paramilitaire de la SLST, soutenue par des forces héliportées, la violence et l anarchie criminelle deviennent les caractéristiques dominantes du district, et un vaste réseau de contrebande se constitue pour acheminer les diamants vers le Libéria, où les acheteurs bénéficient de taxes plus basses et les vendeurs de profits plus élevés.

Dès la fin des années 1970, la SLST est dissoute et le commerce des diamants est nationalisé. Au fil des ans, Siaka Stevens s est allié à un groupe de marchands libanais puissants qui contrôlait une partie du commerce officiel, une part importante du commerce parallèle ainsi que le commerce dans pratiquement tous les autres secteurs essentiels d importation et d exportation. Au cours des années suivantes, les diamants continuent d attirer l attention des jeunes prospecteurs sierra-léonais, des fonctionnaires, des forces rebelles et de leurs partisans libériens et de diverses entreprises qui ignorent ou s efforcent de surmonter le danger associé au commerce.

Au milieu des années 1980, le pays est en faillite. L accroissement de la dette extérieure, l inflation galopante, la dévaluation de la monnaie, les déficits budgétaires, la corruption et la baisse des exportations entraînent continuellement des pénuries de combustible, d électricité

et de nourriture. Le chômage augmente chez les jeunes, de même que le radicalisme, qui recrute plus d adeptes parmi les étudiants de l Université de Fourah Bay. En 1985, qui est une année marquée par une violente agitation ouvrière et étudiante, Stevens, alors âgé de plus de 80 ans, prend sa retraite et transmet ses pouvoirs au chef de l armée, Joseph Momoh.

Le régime Momoh : 1985-1992

Joseph Momoh arrive au pouvoir sur une vague d enthousiasme populaire. On espère qu il pourra remettre d aplomb l État qui risque de s effondrer et revitaliser l économie grâce à son « nationalisme constructif ». La corruption et la sédition continueront toutefois de sévir, de même que l inflation toujours forte, les dévaluations répétées, les pannes d électricité et les pénuries de nourriture et de combustible. Les exportations officielles de diamants tombent de deux millions de carats en 1970 à 48 000 en 1988, par suite de la mauvaise gestion et de la corruption plutôt qu à cause d une diminution des ressources minérales.

Durant les années du régime Momoh, on relève deux tendances, qui passent presque inaperçues à l époque mais auront d importantes ramifications ultérieurement. L une consiste en la croissance soutenue et spectaculaire du nombre de jeunes chômeurs et dissidents. Venant de la campagne, ils se dirigent soit vers Freetown et d autres centres urbains, soit vers les gisements diamantifères de Kono. Dans les deux cas, leur socialisation s effectue dans un climat où règnent la violence, la drogue et la criminalité. L autre tendance consiste en la progression du militantisme étudiant. Au cours de la seconde moitié des années 1980, beaucoup d étudants sont devenus radicaux, en partie à cause de la répression violente de leurs manifestations par le gouvernement, et en partie parce

qu ils ont été exposés à des idées nouvelles, notamment aux opinions que le colonel Kadhafi exprime dans le Livre vert. Initialement, la Libye pouvait parrainer librement des groupes d étudiants sierra-léonais et des voyages d étudiants en Libye mais à la suite de l expulsion violente, en 1985, de 41 étudiants qui auraient entretenu des relations avec la Libye, le Livre vert et son auteur revêtent une importance plus symbolique et les rapports tangibles avec la Libye deviennent clandestins. Entre 1987 et 1988, de vingt-cinq à cinquante Sierra-Léonais sont emmenés en Libye pour s exercer à « l art de la révolution ».

Parmi les étudiants se trouve un analphabète fonctionnel qui est devenu membre d une « cellule révolutionnaire » à Kono. Il s agit de Foday Sankoh, un ancien caporal et photographe de l armée aux cheveux gris qui a été emprisonné pendant sept ans à cause de son implication présumée dans le complot de 1971 contre Siaka Stevens. Ironiquement, seulement trois des personnes formées en Libye se présentent ultérieurement sous la bannière du Front révolutionnaire unifié (RUF) et le seul survivant après environ un an est Foday Sankoh.

À la fin des années 1980, le Libéria est le théâtre d événements qui auront bientôt des répercussions profondes sur la Sierra Leone. À la fin de 1989, Charles Taylor lance une attaque contre le régime de Samuel Doe, avec l aide d une petite troupe d hommes dont plusieurs, y compris Taylor lui même, ont été formés en Libye ou ont des attaches avec ce pays. Taylor reçoit également l appui de la Côte d Ivoire et du Burkina Faso, en partie grâce à des relations politiques, familiales et personnelles qui, selon certains, « ressemblent aux mariages entre dynasties et à l alliance des princes européens de l ancien temps ». Le soutien que les Burkinabés apportent à Taylor s étendra par la suite à Foday Sankoh et au RUF. La rébellion de

Taylor, lancée initialement à partir de la Côte-d Ivoire, prend rapidement une coloration ethnique et se solde en moins d un an par un terrible désastre humanitaire. En 1996, la Communauté économique des États de l Afrique de l Ouest (CEDEAO) met sur pied une force d intervention constituée de troupes en provenance de la Sierra Leone, du Nigéria, de la Guinée, du Ghana et de la Zambie. Appelée Force ouest-africaine de maintien de la paix (ECOMOG), elle fait échouer l offensive qui aurait permis à Taylor de remporter une victoire militaire rapide. Étant donné que Momoh avait auparavant refusé de l appuyer (Taylor avait été arrêté à Freetown pendant une courte période parce qu il avait utilisé un passeport burkinabé) et que l ECOMOG s était servie de Freetown comme point d escale, Taylor a souvent parlé, en 1990 et 1991, de ses plans d attaque contre la Sierra Leone.

En 1991, le régime Momoh se trouve dans une situation très difficile. Pressé par l effondrement de l économie, l accroissement du mécontentement populaire et l agitation entre les factions au sein du gouvernement, Momoh annonce un retour au multipartisme, et des élections générales sont prévues pour 1992. Toutefois, le Front révolutionnaire unifié (RUF) attaque avant que les élections puissent avoir lieu. Avec l aide du Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, Foday Sankoh et une petite troupe d hommes traversent la frontière libérienne pour pénétrer dans la province orientale de la Sierra Leone en mars 1991, dans le but explicite de mettre fin à 24 ans de domination politique par l APC. Des incursions dans plusieurs villes frontalières pendant les quelques jours qui suivent prouvent la faiblesse de l armée sierra léonaise et, en moins d un mois, les rebelles contrôlent la majeure partie du district de Kailahun.

Les tactiques du RUF, notamment les attaques brutales contre des civils sans armes et des enfants, provoquent rapidement une crise humanitaire. Le RUF essaie de copier la stratégie des provocations ethniques qui a réussi à Charles Taylor au Libéria. C est pourquoi le RUF prend d abord pour cible des commerçants fulani et malinka et en assassine plus de 100 pendant ses deux premiers mois d opérations. Il s en prend aussi aux marchands libanais et en fait décapiter cinq dans le district de Bo. Ces atrocités ne provoquent pas la scission ethnique, mais elles alarment la population civile et occasionnent des déplacements rapides et considérables de personnes. Pris de panique, le président Momoh s empresse de doubler les effectifs de l armée, qui passent de 3 000 à près de 6 000 hommes, en recrutant la plupart de ses nouvelles troupes parmi les vagabonds de Freetown les « chômeurs ... ruraux, un bon nombre de voyous, de toxicomanes et de voleurs » comme le dit plus tard son ministre des Affaires étrangères de l époque. La situation, déjà embrouillée, devient encore plus confuse lors de la création, en Sierra Leone, du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO), une coalition de Libériens opposés à Taylor qui, avec l aide du gouvernement sierra-léonais (GOSL), s attaque d abord à la fois au RUF et au NPFL de Taylor.

À cause de la corruption et de la mauvaise administration, les troupes sierra léonaises envoyées au front sont nettement sous payées et démoralisées. En avril 1992, un groupe en provenance du front de l Est se rend à Freetown pour protester contre cette situation. En moins d une journée, la mutinerie se transforme en coup d État et Joseph Momoh s enfuit en Guinée. Une junte militaire, le Conseil national de gouvernement provisoire (NPRC), est formée sous la présidence du capitaine Valentine Strasser, un officier âgé de 29 ans qui est responsable de la solde.

Le régime NPRC : 1992-1996

Au début, le NPRC jouit d une énorme popularité surtout parmi les jeunes Sierra-Léonais. Les dirigeants eux-mêmes sont jeunes et un grand nombre d entre eux ont grandi dans les taudis de Freetown. Les jeunes de Freetown lancent une campagne bénévole de nettoyage et d embellissement, et une nouvelle force de « jeunes volontaires » est recrutée pour poursuivre la guerre. Beaucoup de nouveaux arrivants ne sont toutefois pas des volontaires et, selon une estimation, il y aurait plus de mille enfants soldats âgés de moins de 15 ans en 1993. Le NPRC en vient rapidement à ressembler au régime qu il a évincé.

En 1992 et 1993, le destin du RUF fluctue entre les succès et les revers. De temps à autre, les troupes du RUF envahissent les régions diamantifères, sont repoussées et reprennent possession du territoire. Les civils que le gouvernement accuse de collaboration sont arrêtés et certains sont exécutés. Mais la punition infligée pour avoir refusé de collaborer avec le RUF est aussi grave, voire plus cruelle. Les deux principales cartes de visite du RUF sont les civils morts et les centaines et peut-être les milliers de civils survivant à l amputation grossière de leurs mains, de leurs pieds, de leurs oreilles ou de leurs organes génitaux. Ces victimes servent d avertissements vivants et constants à tous ceux et celles qu ils rencontrent, et la rumeur d une attaque imminente du RUF suffit à vider entièrement des villes et des villages de leur population.

Toute force qui peut pénétrer dans les régions diamantifères a également accès aux diamants, et il est probable que toutes les parties aient occasionnellement tiré profit des ressources disponibles. On ignore de plus en plus qui est responsable de telle embuscade, ou d avoir fait courir tel bruit qui a dégagé le terrain pour permettre à

des individus de se livrer à un pillage effréné. Dans certains cas, des soldats lancent des attaques dont on impute la responsabilité au RUF. Soldats le jour et rebelles la nuit, ils sont bientôt appelés « sobels ». Les troupes du RUF contribuent à la réputation des sobels en effectuant des raids dans des uniformes de l armée qui ont été volés.

Vers la fin de 1992, une nouvelle force entre en scène. Il s agit des « kamajors ». Kamajor est un mot mendé qui signifie chasseur. Dans la société mendé traditionnelle, le chasseur était un gardien de la société qui jouait un rôle dans un culte mystique des guerriers « invincibles ». Les kamajors, auxquels se rallient un certain nombre de personnes instruites et de soldats à la retraite, deviennent rapidement une force avec laquelle il faut compter, qui se bat non seulement contre le RUF, mais aussi contre les excès du régime du NRC.

En 1995, toutefois, la situation militaire devient désespérée; les raids de commandos que le RUF effectue dans tout le pays le font paraître très fort. Au début de l année, le RUF occupe le territoire où sont situés les deux derniers actifs économiques du pays, la mine de bauxite de SIEROMCO et les mines de titane de Sierra Rutile, prétendument avec l aide de soldats commandés par le major Johnny Paul Koroma.

Jusqu en 1995 environ, on ne sait pas au juste quelle cause le RUF défend, qui est Foday Sankoh et ce qu il veut. Bien que ce dernier accorde de temps à autre une entrevue radiotéléphonique à la BBC, il faut attendre jusqu à la parution, en 1995, du document du RUF, intitulé Footpaths to Democracy: Toward a New Sierra Leone pour trouver un énoncé quelconque d idéaux ou d objectifs cohérents. Footpaths, qui aurait été rédigé par un employé d'International Alert, contient des termes et des

phrases tirés directement de Mao Zedong, Amilcar Cabral et Frantz Fanon (Abdullah).

Bien qu'il soit vrai que le RUF se compose de jeunes hommes dissidents, un très grand nombre d'entre eux étaient déjà détachés de la société et dangereux avant que ne se présente l'occasion offerte par la RUF. Un petit nombre seulement de jeunes Sierra-Léonais se sont ralliés au RUF de leur propre gré. La majeure partie des recrues du RUF viennent des troupes de san san boys et des mêmes quartiers pauvres de Freetown où Siaka Stevens avait recruté les membres de son ISU brutale et où Joseph Momoh avait trouvé les effectifs nécessaires pour doubler son armée. Les autres sont des enfants qui ont été kidnappés, drogués et forcés de commettre des atrocités. Les racines « intellectuelles radicales » du RUF ont été extirpées lors de sa première année d'activité, et ses attaques brutales contre des civils sont en contradiction avec son objectif avoué de créer un « système égalitaire révolutionnaire ».

Au début de 1995, le RUF n'est plus qu'à quelques milles de Freetown, tant à cause de l'incompétence de l'armée que de ses propres prouesses. Certains estiment en fait, à ce moment-là, que le RUF compte un effectif total de trois à quatre mille hommes, avec un noyau composé de seulement cinq à six cents soldats. Le problème du NPRC réside en partie dans le fait que, selon ses calculs, au moins 20 % de ses propres troupes sont déloyales. En mai 1995, le NPRC fait appel à Executive Outcomes (EC), une entreprise sud africaine de services de sécurité, qui a réussi à repousser les rebelles de l'UNITA pour le compte du gouvernement angolais. C'est un directeur de la Branch Energy and Heritage Gas and Oil, Anthony Buckingham, qui met EO en contact avec le NPRC. Buckingham négocie le contrat avec EO, auquel il aurait consenti des avances en échange de la libération des

concessions d État dans les régions de la Sierra Rutile et des gisements diamantifères.

Le premier contingent d EO arrive en Sierra Leone en mai 1995. Dans les dix jours qui suivent le début de leurs opérations, les forces d'EO repoussent les troupes du RUF loin de Freetown et, en moins d'un mois, les chassent des régions diamantifères. Leur succès est attribuable en partie à leurs propres aptitudes au combat, bien que leur nombre total n'ait jamais dépassé 200 hommes. Elles bénéficient d'un excellent dispositif de soutien aérien et ont amené un équipement de communications de première qualité ainsi que de bons instructeurs qui travaillent d'abord avec un petit groupe de soldats sierra-léonais, puis avec les kamajors, déjà forts de leur effectif de 2 000 à 3 000 hommes. Dès le début de 1996, le RUF est durement atteint, et écarté des régions diamantifères qui avaient contribué à financer ses activités.

Sous les fortes pressions qu'exercent tant la population que les organismes donateurs en vue d'obtenir le rétablissement d'un régime civil en Sierra Leone, le NPRC annonce la tenue d'élections en février 1996. En janvier, néanmoins, Valentine Strasser est renversé par son vice-président, le brigadier Julius Maada Bio. Croyant qu'il s'agit d'une tentative visant à prolonger l'existence du régime militaire, le public intensifie ses pressions en faveur de la tenue d'élections. Acculé par les attaques continuelles d EO, le RUF annonce un cessez-le feu et demande des pourparlers de paix inconditionnels avec le gouvernement de Bio. Ces pourparlers débutent à Abidjan quelques jours seulement avant la tenue des élections. Après deux tours de scrutin, le SLPP forme un gouvernement dirigé par Ahmad Tejan Kabbah, un ancien représentant officiel du PNUD, qui prête serment en qualité de président.

L après-1996

À Abidjan, les pourparlers de paix se poursuivent pendant presque neuf mois, durant lesquels le RUF reprend l'offensive, mais ne parvient qu'à se faire repousser d'une manière désastreuse par les forces d'EO et des kamajors. Lorsque Foday Sankoh et le GOSL signent un traité de paix à la fin de novembre 1996, le RUF semble à bout de forces. C'est pourquoi il n'est peut-être pas surprenant que le président Kabbah ait consenti à l'expulsion des forces d'Executive Outcomes dans les cinq semaines suivant la signature du traité (bien que LifeGuard, une ramification d' EO, demeure en arrière pour protéger les régions diamantifères). On ne s'étonnera pas non plus, à la lumière des événements qui vont suivre, de ce que Foday Sankoh ait refusé d'autoriser la présence d'une force de maintien de la paix de l ONU comptant 720 membres.

C'est le RUF qui tire le plus d'avantages du traité de paix. Il se voit offrir un rôle politique permanent ainsi que la légitimité, et il est déchargé de la responsabilité de ses activités antérieures. Et, ce qui a plus d'importance, il est gagnant sur le plan militaire : le régime reste exposé, car il dispose de peu de forces fiables de sécurité, à part les kamajors et un nouveau contingent de troupes nigérianes envoyées pour appuyer la force de l'ECOMOG. Les attaques du RUF se poursuivent en partie parce que les dirigeants ne s'entendent pas sur la mise en oeuvre du traité de paix, pendant qu'à Freetown on arrête plusieurs officiers de l'armée soupçonnés de préparer un coup d'État.

En mai 1997, un groupe de soldats attaque la prison centrale, libérant les conspirateurs et environ 600 criminels. Le président Kabbah s enfuit, et le major Johnny Paul Koroma, libéré lors de l attaque de la prison, devient le chef du Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC). L AFRC invite le RUF à se joindre à lui, déclarant que la guerre est finie. La période pendant laquelle l AFRC

et le RUF exercent conjointement le pouvoir se caractérise par le bouleversement complet de l appareil judiciaire et l effondrement de l économie officielle. Les écoles, les banques, les services commerciaux et les bureaux du gouvernement cessent de fonctionner, tandis que le viol et le pillage sont à l ordre du jour. Pour reprendre l expression d Amnistie Internationale : « c est la débâcle de la primauté du droit et le pays sombre dans la violence »; les alliés de Kabbah, les étudiants et les journalistes sont systématiquement torturés, violés et assassinés.

Durant cette période, le président en exil Kabbah entre en contact avec une entreprise britannique de services de sécurité, Sandline International, qui entretient des rapports avec Executive Outcomes, Branch Energy et Diamond Works, une société cotée à la bourse de Vancouver. Il vise apparemment à obtenir l aide de Sandline pour évincer l AFRC et libérer les régions productrices de diamants. Un ressortissant indien établi à Vancouver, Rakesh Saxena, aurait fourni les fonds nécessaires. En février 1998, 28 tonnes d armes légères arrivent en Sierra Leone dans le cadre de cette transaction et sont saisies par l ECOMOG parce qu elles contreviennent à un embargo sur les armes décrété par l ONU.

Plus tard, le même mois, l ECOMOG expulse la coalition AFRC/RUF de Freetown lors d une bataille acharnée au cours de laquelle de nombreux civils périssent. Selon les estimations, le nombre de personnes tuées dans la guerre des rebelles dépassait déjà le chiffre de 50 000.
À divers moments de la période précédente de six ans, le nombre de personnes déplacées a atteint un sommet de 2,5 millions soit plus de la moitié de l ensemble de la population.

Le président Kabbah, rétabli dans ses fonctions, prend des mesures afin de procéder à la démobilisation de toute l armée. À la suite de procès en cour martiale, 24 soldats condamnés sont exécutés. Entre août et novembre 1998 se tiennent plusieurs procès de civils. Au total, 47 personnes sont condamnées pour trahison et sous d autres chefs d accusation en rapport avec l administration de la coalition AFRC/RUF, et condamnées à mort. Foday Sankoh, qui a été arrêté au Nigéria et renvoyé en Sierra Leone, est également jugé, déclaré coupable et condamné à mort.

Pendant cette période, les forces de la coalition AFRC/RUF se livrent à des actes de violence dans tout le pays, pourchassées d un endroit à un autre sans grand succès par les forces de l ECOMOG. Dans un rapport du mois de novembre 1998, Amnistie Internationale déclare ce qui suit :« Depuis qu ils ont été évincés du pouvoir, l AFRC et le RUF se vengent en menant une campagne de terreur contre des civils sans armes, et les violations des droits de la personne ont atteint des niveaux sans précédent. Plusieurs milliers de civils ont été assassinés ou mutilés sauvagement. Des centaines d autres ont été enlevés, éloignés de leur village et forcés de s associer à leurs agresseurs. » Le RUF désigne cette période comme celle de l opération « Aucun-Être-Vivant ».

Pendant que Foday Sankoh et d autres défendeurs de la coalition AFRC/RUF en appellent de leur condamnation, le RUF se présente une fois de plus aux portes de Freetown en janvier 1999, prenant au dépourvu à la fois le gouvernement et les troupes de l ECOMOG. Se servant de femmes et d enfants comme boucliers humains, certains combattants du RUF réussissent à contourner les troupes de l ECOMOG et à rejoindre leurs compagnons qui se sont déjà infiltrés dans la ville. Leur groupe se compose notamment de Libériens et d un petit nombre de mercenaires européens. Lors des combats qui s ensuivent,

on estime que cinq mille personnes périssent, notamment des ministres du Cabinet, des journalistes et des avocats qui avaient été spécialement pris pour cibles. Avant d être repoussés, les rebelles incendient de nombreux quartiers de la ville et enlèvent jusqu à 3 000 enfants lorsqu ils battent en retraite. Malgré la libération d un grand nombre de collaborateurs de l AFRC/RUF qui avaient été condamnés, Foday Sankoh demeure en détention. Le commandant du RUF, Sam Bokarie, un ancien san san boy, déclare à la fin de janvier qu « aucun gouvernement ne peut réussir dans ce pays si Foday Sankoh n en fait pas partie ». Et il ajoute qu à moins d attribuer une part de pouvoir au RUF « aucun régime ne peut gouverner – Nous rendrons le pays ingouvernable. » Il annonce par la suite que Johnny Paul Koroma a été nommé directeur adjoint du RUF.

Le RUF et ses récents collaborateurs de l armée échappent à toutes les définitions et typologies des mouvements de la guérilla. Abdullah et Muana affirment que le RUF n est ni un soulèvement séparatiste qui prend sa source dans une exigence particulière, comme dans le cas de l Érythrée, ni un mouvement réformiste visant à réaliser un programme radical supérieur à celui du régime qu il cherche à renverser. Il est également dépourvu du type de leadership qui serait nécessaire pour pouvoir le qualifier d insurrection de chefs de guerre. Le RUF est un mouvement particulier de guérilla dépourvu de l appui d un nombre significatif de partisans à l échelle nationale ou du soutien d un groupe ethnique. C est peut être à cause de ses fondements sociaux et parce qu il ne dispose pas d un programme d émancipation destiné à recueillir l appui des autres groupes sociaux qu il est demeuré une troupe de bandits, poussée seulement par le besoin de survie de ses commandants du front et des groupes de combat, qui sont pour la plupart illettrés et détachés de la société. Ni les paysans, qui sont les alliés naturels de la plupart des mouvements révolutionnaires, ni les étudiants, dans les

rangs desquels s étaient recrutés les fondateurs de ce que devait être le RUF, n ont apporté un soutien quelconque à l organisation pendant les huit années de combat.

DEUXIÈME PARTIE LA SITUATION SUR LE PLAN DE LA SÉCURITÉ

Aperçu

De prime abord, la situation sur le plan de la sécurité en Sierra Leone paraît passablement simple : un gouvernement démocratiquement élu est confronté à une rébellion quelque peu diffuse d un groupe d anciens soldats mécontents. La réalité est à l opposé de ce diagnostic. Pour commencer à comprendre la véritable complexité de ce conflit, il faut d abord connaître plusieurs faits d une importance fondamentale.

En premier lieu, le conflit en Sierra Leone est indissolublement lié à la sécurité de toute la sous-région; on ne peut donc l étudier isolément. Toute mesure prise à propos de ce conflit aura inévitablement des répercussions sur la situation et les politiques en matière de sécurité de la Guinée, du Libéria, de la Côte d Ivoire, du Burkina Faso, du Ghana et du Nigéria.

Deuxièmement, ce conflit ne peut pas faire l objet d une solution purement militaire. Il s agit d une guerre anti-insurrectionnelle; une victoire totale, à supposer qu elle soit possible, demanderait des années, pour ne pas dire des décennies, d une coûteuse guérilla dans la brousse. Le mieux qu un camp puisse espérer obtenir, c est de gagner une certaine supériorité militaire sur son adversaire. À la lumière des tactiques et stratégies suivies par les deux rivaux, il semble que toutes les parties au conflit reconnaissent cette limitation; de ce fait, elles se font constamment la lutte pour obtenir un avantage tactique, aussi modeste soit-il.

Troisièmement, le conflit en Sierra Leone ne comporte pas uniquement une dimension militaire : le problème compte un important volet policier dont il faut tenir

compte, de concert avec les aspects militaires, si on veut que la paix s enracine vraiment dans le pays.

Enfin, il faut s attaquer dans les meilleurs délais à la dimension de sécurité du conflit en Sierra Leone, car, en l absence de paix et de stabilité, il n est pas possible de prodiguer les secours dont un grand nombre de personnes ont un besoin criant. Sans sécurité, suivie d une aide et d une assistance, ce pays déchiré par la guerre ne peut pratiquement pas nourrir d espoir de reconstruction et de remise en état économiques.

En ce moment, la situation d ensemble dans le pays est extrêmement tendue. Le GOSL et l ECOMOG contrôlent fermement la situation dans la capitale même, Freetown, où la meilleure description de la situation est la suivante : on y assure la sécurité, mais elle n est pas nécessairement sûre. Tant le GOSL que l ECOMOG affirment avec insistance que toute la péninsule de Freetown est à l abri du danger, mais cette assertion semble pécher par un certain excès d optimisme. L ECOMOG peut garantir la liberté de mouvement dans la péninsule, mais les informations actuelles indiquent que les rebelles continuent de s infiltrer et de mener des activités de collecte de renseignements, à un degré assez important, un peu partout dans la péninsule.

Au delà de la péninsule, l ECOMOG et la Force de défense civile de la Sierra Leone (CDF), les kamajors, continuent d opérer dans le tiers sud ouest du pays et tiennent plusieurs villes, dont Bo, Kenema, Port Loko, Mile 91 et Makeni. Toutefois, l accès à ces localités n est possible que par hélicoptère, car l infrastructure des transports a été gravement endommagée et les routes qui demeurent praticables sont très exposées aux attaques des rebelles. En outre, les troupes de l ECOMOG dans ces

endroits subissent toujours des attaques de harcèlement de la part des rebelles.

Le RUF contrôle le tiers nord-est du pays, qui comprend les régions diamantifères. La zone située entre le territoire contrôlé par l ECOMOG/GOSL et les régions qui sont sous le pouvoir du RUF est une terra incognita du point de vue de la sécurité. On connaît très peu (en réalité, pratiquement pas du tout) la situation dans les territoires tenus par les rebelles et les informations sur cette zone sont fragmentaires dans la meilleure des hypothèses. De ce fait, il est à toutes fins utiles impossible de procéder à une saine planification opérationnelle. C est pourquoi, à ce jour, les progrès de l ECOMOG et du GOSL ont été d une laborieuse lenteur.

Des indices donnent à penser que des éléments militaires étrangers, en provenance du Libéria et du Burkina Faso, participent à l action du RUF. De plus, des sources aussi bien au sein du GOSL que de l ECOMOG affirment que des mercenaires ukrainiens concourent également à l entraînement des forces rebelles. À n en pas douter, il existe un important trafic d armes légères en faveur des forces rebelles. Des événements et des témoignages récents donnent à penser que ces armes proviennent d Europe orientale et transitent par la Libye, le Burkina Faso et le Libéria; elles sont livrées aux rebelles tout juste de l autre côté de la frontière entre le Libéria et la Sierra Leone. Les opérations des rebelles sont financées avec les recettes tirées par le RUF (directement ou indirectement) de l extraction de diamants à l intérieur du pays.

Pour le moment, il semble que les forces rebelles font une pause afin de se réorganiser à la suite de leur offensive de janvier, mais il ne s agit que d un bref répit. La plupart des indices donnent à penser que les deux

camps se réarment fébrilement en prévision de la prochaine vague d hostilités. La saison des pluies, en Sierra Leone, commence en mai, et les opérations militaires vont probablement alors cesser, en très grande partie, jusqu en septembre.

Les rumeurs sont légion quant à la prochaine attaque des rebelles. Compte tenu de la fragilité du GOSL, il est probable que les rebelles tenteront une autre offensive avant la saison des pluies, dans le mince espoir d arriver de justesse à renverser le gouvernement du président Kabbah. S ils attaquent efectivement, mais n arrivent pas à infliger la défaite à l ECOMOG/GOSL, on peut penser qu en l absence d un accord de paix, les deux camps pourraient éventuellement profiter de la saison des pluies pour se préparer à la nouvelle vague d hostilités à l automne.

L ECOMOG

L ECOMOG a échappé de peu à une défaite désastreuse et à son expulsion de Freetown en janvier dernier, ce qui a sérieusement entamé son moral. Certains changements de grande importance viennent tout juste de se produire dans la structure hiérarchique de l ECOMOG (dont h nomination d un nouveau commandant, le major-général Felix Mujakperuo). Tant le GOSL que les troupes qui fournissent des contingents à l ECOMOG espèrent que ces changements imprimeront à cette force le dynamisme dont elle a besoin pour regagner le terrain perdu, aux sens littéral et figuré de ce terme.

L ECOMOG est une force multinationale composée de troupes fournies par le Nigéria, le Ghana, la Guinée et le Mali, la vaste majorité de ses effectifs provenant du Nigéria. Le président Kabbah et le chef d état-major du GOSL (un soldat nigérian, le brigadier-général Mitikishe

Maxwell Khobe) qualifient de « cordiales » les relations de l ECOMOG avec le GOSL. Cela étant dit, la conduite des troupes de l ECOMOG, selon ce qu on a pu observer à Freetown, est parfois brutale. Toutefois, on n a décelé aucun signe manifeste de violation des droits de la personne de la part des troupes de l ECOMOG, et les allégations de telles violations reprises dans le récent rapport des Nations unies ont été démenties catégoriquement par l ECOMOG et le président Kabbah.

On observe des signes de tension au sein de l alliance. Les relations avec la CDF, les kamajors, semblent se dégrader. Tributaire de l ECOMOG pour son soutien logistique, la CDF semble conserver de bons rapports de coopération avec le contingent guinéen de cette force, mais on peut qualifier au mieux ses relations avec le contingent nigérian de tendues. À Freetown, la CDF et l ECOMOG tiennent chacune ses propres points de contrôle, plutôt que des points conjoints, ce qui était la pratique antérieure, et des rumeurs font état d une hostilité ouverte entre les deux groupes dans les zones contrôlées par le GOSL/ECOMOG à l extérieur de Freetown.

De plus, l intégration des divers contingents dans l ECOMOG a posé certains problèmes. Après son déploiement, le contingent ghanéen, qui surveille en ce moment l aéroport de Lungi, aurait mal accueilli des tentatives initiales de l ECOMOG de l utiliser à la pièce dans l ensemble du secteur de Freetown et des environs. Le contingent s est également plaint que toute la structure de commandement de l ECOMOG soit de nationalité nigériane. On s occupe de cette situation, qui continue d évoluer. Le sous commandant de l ECOMOG est un officier ghanéen, tout comme un des agents opérationnels principaux au quartier général de l ECOMOG; et tout indique que l ECOMOG n épargne aucun effort pour intégrer les divers contingents nationaux dans la structure de

commandement au fur et à mesure que les Nigérians se sentent plus à l aise dans l exécution des opérations de la coalition.

L ECOMOG appuie la politique en deux volets de la Sierra Leone en ce qui concerne la recherche de la paix. La négociation constitue le premier volet et le deuxième tient à l instauration d une situation favorable à cette négociation sur le plan de la sécurité. (Nous décrirons de manière plus détaillée, plus bas, cette approche en deux volets.) Toutefois, l ECOMOG aura besoin d un soutien logistique de grande ampleur pour obtenir quelque succès que ce soit en ce qui concerne le volet sécurité. En ce moment, c est une société privée américaine, Pacific Architecture and Engineering (PA&E), qui assure ce soutien. Financée presque entièrement par le gouvernement américain, PA&E se charge de l efficacité des infrastructures et de la capacité de livraison, en plus de dispenser un important soutien logistique non létal (c.-à-d., le combustible et les rations), mais, dans l ensemble, cet appui ne permet pas de soutenir les opérations du type de celles qu envisagent l ECOMOG et le GOSL.

L ECOMOG et la nouvelle armée de la Sierra Leone (SLA) ont besoin d une prestation importante de soutien logistique, létal et non létal, pour espérer exécuter avec succès le volet sécurité de la stratégie en deux volets du GOSL. Nous aborderons plus bas, dans la présente section, les besoins de la SLA. S agissant de l ECOMOG, tous les contingents ont besoin de matériel de combat, de déplacement et de communication, activités qu ils peuvent à peine accomplir en ce moment.

Plus précisément, ils ont besoin de munitions de petit calibre, d armes légères et intermédiaires d appui et des munitions connexes (mortiers de 60 mm et de 81 mm), d armes antichar à main (de type lance-roquettes RPG-7)

et de grenades. Ils ont également besoin de matériel de transport, des camions légers aux hélicoptères, ces derniers étant nécessaires au mouvement vers l intérieur du pays, où les réseaux routiers ont été détruits. Enfin, ils ont besoin des moyens de communication voulus, du niveau sous-tactique au niveau d une force opérationnelle, ce qui leur permettrait d exercer un commandement et un contrôle efficaces des opérations militaires. En plus de tous ces éléments, les contingents ont besoin, aussi, de la poursuite d un soutien relatif à d autres produits essentiels, mais non létaux, comme de rations et de fournitures médicales. Si elles ne disposent pas d un important soutien logistique de cet ordre, les futures opérations de l ECOMOG/GOSL se heurteront à de graves obstacles. Nous présentons à l annexe 4 au présent rapport une liste des besoins à combler pour appuyer les opérations pendant une période de trois mois.

Le gouvernement de la Sierra Leone

Comme nous l avons indiqué plus haut, le GOSL applique une stratégie de recherche de la paix comportant deux volets. En plus de soutenir l ECOMOG, il s emploie aussi à constituer la nouvelle SLA. Le chef d état-major du GOSL avait initialement planifié une nouvelle SLA de 10 000 soldats. Toutefois, le Parlement a autorisé un effectif de seulement 5 000, que le Royaume-Uni s est engagé à entraîner et à équiper (nous traitons plus loin, dans la présente section, des détails de l initiative de formation du Royaume-Uni).

La nouvelle SLA est confrontée à une kyrielle de problèmes. Mentionnons, parmi les plus importants, le recrutement, l affectation, le renseignement et le soutien logistique. La question du recrutement comporte deux facettes. La première porte sur le point de savoir si les quelque 2 000 membres démobilisés des anciennes forces

armées de la République de la Sierra Leone (AFRSL) devraient être réintégrés dans la nouvelle SLA et, si oui, sur la façon de le faire. La deuxième concerne les kamajors et leur avenir au sein de la nouvelle SLA. Leur leader, le chef suprême Hinga Norman, souhaiterait que le plus grand nombre possible de ses partisans soit intégré dans la nouvelle SLA. Les Nigérians, au contraire, ne voient pas d un bon oeil qu une partie importante de l effectif de la nouvelle armée soit composée de kamajors. Nous ne connaissons pas pour le moment le pourcentage des recrues suivant actuellement un entraînement qui proviennent de l ancienne AFRSL, mais on ne compte que peu d anciens kamajors, s il en est, dans ce premier groupe de recrues.

L affectation de la nouvelle SLA est une question qui a suscité une certaine controverse. Le chef d état-major du GOSL et l ECOMOG souhaitaient prendre le commandement de ces troupes, leur dispenser une instruction tout à fait rudimentaire, puis, les ayant dotés des armes et des munitions fournies par le Royaume-Uni pour l entraînement de la nouvelle armée, les envoyer à Waterloo, petite ville située à la base de la péninsule de Freetown, qui se trouve également à être la pointe avancée de la partie du pays que contrôle le GOSL/ECOMOG. Le Royaume-Uni n a pas accepté ce plan d action et, en date de la fin mars dernier, il avait suspendu les activités d instruction de la nouvelle SLA et bloqué une livraison d armes et de munitions qui lui étaient destinées. Ces activités ont repris depuis.

Tant des responsables du GOSL que le chef d état major se sont plaints de manquer de renseignements et ont demandé une aide dans ce domaine. Selon les affirmations de responsables du GOSL, le Royaume-Uni et les États-Unis auraient indiqué qu ils souhaitaient leur dispenser une assistance en matière de renseignement,

mais cette information n a pas encore été confirmée de source indépendante. Ces responsables semblent faire absolument confiance aux capacités de renseignement fondées sur une technologie de pointe que l Occident possède, d après eux. Curieusement, ils semblent par ailleurs ne pas mettre à contribution les ressources endogènes considérables qui sont à leur disposition (par exemple, les kamajors, ainsi que d autres partis et groupes fidèles au gouvernement) et les possibilités qui existent de former la nouvelle SLA en matière de gestion du renseignement et de l information.

Le problème le plus grave qui se pose à la nouvelle SLA concerne l équipement et la logistique, dont elle est pratiquement démunie. Comme nous l avons signalé plus haut, le Royaume-Uni s est engagé à former et à équiper une force de 5 000 hommes, en la dotant d armes de base, d uniformes et d équipement personnel. Toutefois, cette armée a encore besoin de munitions, d armes d appui légères et de calibre intermédiaire, ainsi que de matériel de transport et de communication. Une liste détaillée des besoins de la nouvelle SLA figure à l annexe 5 du présent rapport.

Autres facteurs Amis et ennemis

Le RUF

Bien qu il soit encore, pour l essentiel, une armée de brousse, le RUF [Front révolutionnaire unifié] demeure un redoutable ennemi. Il est bien armé et très rusé; en décembre, par exemple, ses membres ont introduit clandestinement à Freetown, en simulant des cortèges funèbres, des armes dissimulées dans des cercueils qu ils ont enterrés, puis exhumés juste avant leur attaque contre cette ville, en janvier. Le Front commence maintenant à donner des signes de perfectionnement sur le plan des

armes et de la tactique qu il n avait pas affichés jusque-là.

Le RUF privilégie encore, dans une large mesure, la tactique des raids éclairs; il se déplace rapidement à pied sur des pistes de brousse et attaque des villages non armés ou des objectifs inopinés bénéficiant de peu de protection. Il recourt toujours à la terreur et à la mutilation, qui constituent une de ses armes, et il n hésite pas à se servir de femmes et d enfants comme de boucliers humains dans ses opérations. Par ailleurs, sa dernière offensive à l intérieur de Freetown a fait ressortir une capacité importante de commander, de contrôler et de coordonner des opérations offensives menées rapidement, ce qu il fait au moyen d une conjugaison d opérations planifiées et de bonnes communications aux divers niveaux de son action.

Sa capacité, dont il vient de donner une démonstration, de repérer des emplacements et d y placer des obstacles revêt une importance particulière. Les ingénieurs de l ECOMOG auraient, selon les informations, trouvé et décontaminé des champs de mines antipersonnel bien situés (par opposition à des champs de mines dispersés, n ayant qu un effet nuisible) dans la péninsule de Freetown, ainsi que des champs de mines antichar entre Lungi et Port Loko, qui avaient pour objectif assez évident d empêcher ou de canaliser les mouvements de l ECOMOG. Le personnel de l ECOMOG a également signalé le repérage de fossés antichars directement à l est de la péninsule de Freetown; l emplacement de ces fossés semblait avoir été choisi par des professionnels, qui en avaient également effectué le creusage. Dans certains cas, ces fossés étaient renforcés par une barrière de feu.

On manque d informations sûres concernant le moral des troupes du RUF. Des rumeurs persistantes rapportent que

d anciens soldats de la SLA qui ont joint les rangs du RUF sont maintenant prêts à rentrer au bercail, mais on n a observé aucun mouvement de défection en masse au profit du GOSL récemment.

Enfin, on a signalé que le RUF possède plusieurs plates-formes d artillerie antiaérienne (DCA) (12,7 mm et 14,5 mm) et commence à donner des signes de leur déploiement regroupé, à des fins de soutien mutuel, par opposition à des plates-formes isolées, ou à les utiliser pour l appui au sol. Fait peut-être encore plus important, des informations donnent à penser que le RUF se serait emparé de plusieurs systèmes de missiles antiaériens SA-7 tirés à l épaulé. Cette information n a pas été confirmée. Toutefois, si elle est fondée et si le RUF commence à utiliser une combinaison de canons et de missiles pour appuyer ses opérations terrestres, il possédera une importante capacité antiaérienne et aura franchi les premières étapes de l évolution le faisant passer d une armée de brousse à une force conventionnelle embryonnaire.

La Guinée

Exception faite de la Sierra Leone proprement dite, on peut soutenir que, de tous les pays de la région, la Guinée est celui qui est le plus touché par le conflit. D un point de vue strictement militaire, la Guinée soutient seule ses opérations au service de l ECOMOG en Sierra Leone et au Libéria depuis près de sept ans. Lorsque la guerre a éclaté en Sierra Leone, la Guinée, pays francophone, a fourni un bataillon à la force à prédominance anglophone que constitue l ECOMOG; elle a dû en outre déployer la plus grande partie de ses effectifs terrestres, ainsi que des ressources policières, afin de protéger sa frontière avec la Sierra Leone. Cette situation a considérablement sollicité les ressources financières et les infrastructures de sécurité de la Guinée.

Comme nous l expliquerons en détail dans la section du présent rapport consacrée à la situation humanitaire, environ 400 000 réfugiés venus de la Sierra Leone et du Libéria se trouvent en territoire guinéen. Cet afflux de personnes et le fait que la plupart des camps de réfugiés soient situés très près de la frontière posent à la Guinée des problèmes de sécurité quasi insurmontables, sur les plans tant extérieur qu intérieur. D un point de vue extérieur, ces réfugiés sont maintenant les cibles d attaques des rebelles dont la périodicité s accroît (elles coïncident habituellement avec les livraisons de vivres dans les camps). À l intérieur, les forces de sécurité guinéennes sont pratiquement débordées par l augmentation de la criminalité qu il s agisse de son ampleur, du type des délits ou des degrés de violence tant dans les régions où sont situés les camps de réfugiés que dans la capitale, Conakry, ce que les autorités des services de sécurité guinéens attribuent en grande partie à l afflux de réfugiés en provenance de Sierra Leone et du Libéria.

Les CDF/kamajors

Les CDF/kamajors (dont l effectif actif est évalué de façon non officielle à environ 35 000) opèrent généralement à l extérieur de Freetown et exercent, à des degrés divers, un contrôle sur des zones du Sud et du Sud-Est du pays. Ils peuvent se révéler une force combattante efficace, comme l a montré leur récente (7 avril 1999) reconquête de la ville dè Bunumbu, dans l Est du pays. Toutefois, leur structure de commandement, qui est un peu plus diffuse que celle d une force militaire traditionnelle, et leur coordination avec l ECOMOG sont négligeables dans la meilleure des hypothèses. Des informations font état de transactions occasionnelles des kamajors avec les rebelles à l échelle bcale et de frictions avec les forces de l ECOMOG. Les CDF/kamajors sont largement tributaires de l ECOMOG pour ce qui est du soutien logistique et ils se sont plaints à de nombreuses occasions par le passé qu on leur fournissait en dernier, délibérément, le matériel et les autres types d appui.

Les relations entre le président Kabbah, le chef des kamajors (et vice-ministre de la Défense), le chef suprême Hinga Norman, et l ECOMOG ne sont pas très bonnes, dit-on. En plus de s inquiéter du caractère sporadique du soutien logistique dispensé par l ECOMOG et de la question de l intégration des CDF/kamajors dans la nouvelle SLA, que nous avons exposée plus haut, les kamajors sont très méfiants à l égard des visées hégémoniques qu ils soupçonnent le Nigéria d entretenir à l échelle régionale et des tentatives correspondantes visant à isoler leur organisation pour l empêcher d exercer à lavenir une influence sur le gouvernement de la Sierra Leone. Il s ensuit que la démobilisation et le désarmement des kamajors après le conflit pourraient fort bien présenter un problème en matière de sécurité à l avenir.

Les troupes et les mercenaires étrangers

La présence de troupes en provenance de pays de la sous-région qui soutiennent les rebelles, ainsi que de mercenaires étrangers, a eu des répercussions sensibles sur la nature du conflit en Sierra Leone. Dans le cas des troupes étrangères, leur présence a doté les rebelles de combattants aguerris et, s agissant des mercenaires, leur participation s est manifestée sur les plans de l instruction et du soutien technique.

Il ne manque pas d indices donnant à penser que des combattants libériens font partie intégrante des forces rebelles et que ces dernières reçoivent un soutien considérable du Libéria et du président Charles Taylor. Nous ne disposons pas de chiffres exacts, mais ces effectifs semblent constituer une part importante des forces du commandant sur le terrain du RUF, Sam Bockarie, lesquelles opèrent dans le Sud de la Sierra Leone. Le gouvernement libérien, dans un premier temps, a nié la participation de ses ressortissants au conflit en Sierra Leone, mais, depuis, il a admis que des Libériens combattent aux côtés du RUF, bien qu ils ne bénéficient pas d un soutien ou d un appui officiels du gouvernement libérien. Toutes les informations indiquent qu ils participent aux combats ainsi qu à la prestation d un soutien logistique et au trafic d armes légères.

On affirme généralement que des troupes du Burkina Faso participent aux opérations des rebelles, mais il s est révélé difficile de le vérifier. Les sources au sein de l ECOMOG divergent complètement d opinion quant à l implication des Burkinabés; certaines d entre elles affirment que deux rebelles capturés sur dix sont des Burkinabés, tandis que d autres soutiennent qu aucun soldat burkinabé n a encore été fait prisonnier. Des indices sûrs semblent révéler la complicité de Burkinabés dans la

livraison d armes légères aux rebelles. On peut donc supposer que, pour soutenir cette opération, du personnel militaire burkinabé pourrait avoir été déployé en Sierra Leone. À ce jour, cependant, on n a guère pu réunir de preuves irréfutables de la participation au conflit de troupes de combat burkinabées.

Il existe aussi des indices indéniables de la présence de mercenaires étrangers qui opèrent aux côtés des rebelles. Depuis le retour au pouvoir du gouvernement Kabbah, la plus grande partie de la participation de mercenaires étrangers semble s être confinée à la fourniture et à la livraison d armes légères, tant pour ce qui est de les faire entrer en Sierra Leone que de les répartir dans le pays au moyen de petits avions et d hélicoptères. Il semblerait que ce soient des ressortissants ukrainiens qui aient été les plus actifs à ce chapitre : tous les groupes auxquels la délégation canadienne a rendu visite ont, à l unanimité, fait état de la participation de ces mercenaires. Selon d autres informations non confirmées, des ressortissants français et angolais auraient été vus dans le pays et leur présence serait liée à des livraisons d armes légères. Toutefois, des informations récentes mettent en relief la possibilité tout à fait probable que des mercenaires étrangers participent à une instruction limitée des forces rebelles. Là encore, diverses sources ont indiqué que des Ukrainiens se livraient à cette activité. Nous ne savons pas, pour le moment, si le gouvernement ukrainien est au courant du degré de participation de ses ressortissants au conflit en Sierra Leone.

Enfin, il est possible que des entreprises privées de sécurité, qui sont probablement encore actives dans les régions diamantifères du pays, dispensent une certaine instruction aux rebelles dans le cadre d un accord de coopération avec ces derniers. Il est à peu près impossible

de vérifier ces informations, en raison des difficultés d accès à cette région.

Le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni s était engagé à armer, équiper et entraîner une armée de 10 000 soldats pour le compte du GOSL. Le plan initial consistait à créer une force composée de trois brigades, chacune de celles-ci comprenant trois bataillons d infanterie. Comme nous l avons déjà indiqué, ce chiffre a ensuite été ramené à 5 000 et on compte en ce moment environ 2 500 soldats qui suivent une instruction de base en vue de leur intégration à la nouvelle SLA. À l heure actuelle, une équipe d instruction formée de sept hommes de l armée du Royaume-Uni se trouve en Sierra Leone, où elle organise et dispense cette instruction.

La première livraison de 2 500 uniformes, 2 500 fusils et 2,5 millions de cartouches de munitions de 7,62 mm destinée à la nouvelle SLA a été faite récemment. Le Royaume-Uni se propose de fournir des armes personnelles et certaines armes destinées aux bataillons, dont des armes d appui légères (c.-à-d., des mitrailleuses légères et intermédiaires, ainsi que des mortiers de 60 mm) à la nouvelle SLA.

Le Royaume-Uni a récemment décidé de fournir un soutien létal et non létal à l ECOMOG en guise d appui à la poursuite de ses opérations pendant une période de trois mois; il s agit là d un changement récent de politique. Parmi les types d appui actuellement envisagés en faveur de l ECOMOG, mentionnons des véhicules et des munitions destinées aux mortiers et aux armes légères.

Les États-Unis

Les États-Unis intensifient de plus en plus leur activité tant dans le conflit de la Sierra Leone que dans la sous-région. L ambassadeur américain en Sierra Leone, Joseph Melrose, réside toujours à Conakry, mais il est en communication périodique et étroite avec le président Kabbah et avec le conseiller présidentiel en matière de sécurité nationale. De plus, de hauts fonctionnaires en poste à Washington ont fait une visite de haut niveau en Guinée, laquelle a coïncidé avec celle de notre délégation.

Les États-Unis n appuient l ECOMOG que par l intermédiaire de PA&E, la société privée de sécurité américaine qui dispense un soutien logistique à la force ouest-africaine. Le gouvernement américain a versé plus de 2 millions $US à PA&E au titre d un soutien non létal à l ECOMOG. De plus, les États-Unis ont fourni une instruction aux pays fournissant des contingents à l ECOMOG, dans le cadre de leur Initiative de réaction à la crise en Afrique (ACRI).

Le gouvernement américain, en outre, envisage activement, à l heure actuelle, la prestation d un soutien important à la Guinée dans trois domaines : protection de l environnement, aide aux forces de sécurité intérieure guinéennes dans la lutte antiterroriste, ainsi qu équipement et fournitures militaires à l intention de 1 000 soldats guinéens. Il s agira d éléments légers comme des bottes, des uniformes et des casques, et de matériel lourd, dont des véhicules, en plus d éléments létaux, comme des armes et des munitions.

La MONUSIL

La Mission d'observation des Nations unies en Sierra Leone (MONUSIL) a été constituée le 13 juin 1998 et son mandat a été prolongé jusqu au 13 juin 1999. Le personnel

de la MONUSIL a été sensiblement réduit à la suite des attaques des rebelles en janvier dernier, mais on l a progressivement renforcé depuis, à mesure que la situation sur le plan de la sécurité s améliorait. Le représentant spécial du secrétaire général pour la Sierra Leone (RSSG) M. Francis Okelo, vient de rentrer à Freetown avec une partie de son personnel. Nous décrivons plus loin son activité et celle du volet civil de la MONUSIL.

S agissant du volet militaire, la MONUSIL a reçu pour mandat de surveiller la situation sur le plan militaire et en matière de sécurité dans l ensemble du pays, de suivre le désarmement et la démobilisation des anciens combattants, concentrés dans des régions sûres du pays, et de surveiller aussi l accomplissement de son rôle par l ECOMOG pour ce qui est de garantir la sécurité et de recueillir et détruire les armes dans ces régions sûres, de concourir à la surveillance du respect du droit humanitaire international, y compris aux emplacements de désarmement et de démobilisation et, enfin, de surveiller le désarmement et la démobilisation volontaires des membres des Forces de défense civile. À son apogée, ce volet se composait d un total de 61 personnes en uniforme, dont cinq contrôleurs de la police civile.

En janvier 1999, le volet militaire de la MONUSIL a été ramené à huit personnes, que l on a réinstallées à Conakry, dans l intention de les faire rentrer en Sierra Leone dès que la situation sur le plan de la sécurité le permettrait. Ces effectifs sont récemment revenus à Freetown avec l observateur militaire en chef, le brigadier général Subhash Joshi, de l Inde. Si la situation en matière de sécurité le permet, l ONU se propose de porter ce nombre à 14 observateurs militaires et à un observateur des droits de la personne.

Le manque de sécurité et la diminution des effectifs limitent sérieusement l activité de la MONUSIL qui, en ce moment, est une organisation au chômage. Avant leur départ, les observateurs militaires entretenaient de bonnes relations de coopération avec l ECOMOG et une bonne partie des efforts qu ils déploient en ce moment sont axés sur le rétablissement de ces relations. Le brigadier-général Joshi en outre a fait de nombreuses interventions personnelles auprès des rebelles et semble déterminé à mettre ses maigres ressources au service du processus de paix.

Autres questions en matière de sécurité

La filière du diamant

Les rebelles, en Sierra Leone, tirent leur appui de deux éléments d une importance déterminante : le soutien que leur fournit le Libéria sur les plans de l acquisition et de la livraison d armes légères, et les fonds que leur rapporte le commerce des diamants. Ce commerce présente trois caractéristiques importantes. La première est d être très lucratif et de procurer aux rebelles beaucoup d argent. On estime en effet sa valeur annuelle à environ 300 millions de dollars, et on dit que les diamants constituent le « carburant financier » des forces rebelles. La deuxième tient au fait qu on connaît très mal l extraction et le commerce des diamants du pays. Enfin, compte tenu de ces deux facteurs, il n est sans doute guère surprenant que la communauté internationale ne fasse pratiquement rien pour s attaquer à cette source déterminante de revenus pour les forces rebelles.

Selon le président Kabbah, ce manque frustrant de connaissances est partiellement imputable aux agissements des anciens régimes au pouvoir en Sierra Leone. En échange de montants d argent considérables, les gouvernements précédents ont vendu un grand nombre de

concessions diamantifères à de nombreuses entreprises minières étrangères, en leur promettant de ne pas s ingérer dans leurs affaires. De ce fait, ces entreprises plutôt mystérieuses sont maintenant solidement implantées dans les régions diamantifères; elles disposent de réseaux de communication et de transport bien établis. Nous ne connaissons pas la nature de leurs relations avec les forces rebelles. On croit que des entreprises de sécurité privées protègent de nombreuses sociétés minières productrices de diamants. Il sera sans doute difficile de les écarter afin que le GOSL puisse procéder aux réformes qu il envisage dans ce secteur d activité. Cela étant dit, il est intéressant de faire observer qu aucune des personnes que notre délégation a rencontrées ne considérait comme réalisable une forme quelconque d opération militaire immédiate visant à reconquérir ou à contrôler la région diamantifère.

Il est particulièrement intéressant de souligner que les diamants provenant de cette région ont, à ce qu on dt, un caractère assez unique en leur genre et sont facilement reconnaissables. De plus, comme il est très facile de les transporter, leur mise en marché, par des moyens légaux ou autres, ne pose guère de difficultés. En outre, les diamants de la Sierra Leone sont alluvionnaires et donc relativement faciles à extraire.

Les diamants et les revenus qui en découlent semblent transiter par un réseau d intermédiaires d origine libanaise, qui sont maintenant presque des indigènes de la région et sont actifs dans le commerce du diamant depuis plus de 60 ans. Des diamants de la Sierra Leone, prétend-on, seraient arrivés sur le marché de Beyrouth tout récemment, en mars 1999. On n a pris que peu, voire pas de mesures pour contrôler ou réglementer le commerce de ces diamants, ce qui a permis aux forces rebelles de se réarmer et de se rééquiper avec de nouveaux armements

modernes qu on ne voit pas souvent dans une armée de brousse.

Le trafic des armes légères

De nombreuses preuves attestent que plusieurs pays de la sous-région participent intensément à l acquisition et au transfert d armes légères et de munitions destinées au conflit en Sierra Leone et que ce commerce est étroitement lié au secteur de l extraction minière des diamants de ce pays.

Il semble que les armes soient achetées en Europe orientale (en Bulgarie ou en Ukraine) et transportées vers Tripoli, en Libye, où on les transborde dans des navires ou des avions nolisés pour livraison dans la région. Les livraisons aériennes transitent par Ouagadougou, au Burkina Faso, puis elles aboutissent au Libéria, où elles sont transbordées dans de plus petits appareils ou dans des camions pour être livrées dans des territoires contrôlés par les rebelles en Sierra Leone.

Aussi bien le Libéria que le Burkina Faso ont nié toute participation au trafic des armes légères, mais des preuves sérieuses impliquent ces deux pays. Vers la fin mars 1999, il s est fait un envoi aérien (au moyen d un appareil ukrainien nolisé) de plus de 68 tonnes d armes légères, qui ont récemment été livrées à Sam Bockarie, dans le Sud-Est de la Sierra Leone. Cet envoi a été transporté par la voie des airs à Ouagadougou, où l appareil est resté au sol pendant plusieurs jours sur l aire de trafic présidentielle, car l équipage ukrainien refusait de poursuivre le vol jusqu à Monrovia, disant que son travail consistait simplement à livrer les armes au Burkina Faso. La cargaison a été mise à bord d un autre appareil et transportée à Monrovia, d où elle a ensuite été livrée à Bockarie, en Sierra Leone. Cette dernière cargaison

a été signalée par l ECOMOG le 8 avril 1999, mais notre délégation avait été informée de son existence pendant son séjour dans la région.

La Libye semble être davantage un point de transit plutôt qu une source d armes légères. Charles Taylor et Foday Sankoh ont tous deux été formés en Libye, mais comme il est facile aux rebelles d obtenir des revenus, il est peu probable que la Libye leur dispense ses services gratuitement. Il est intéressant de noter qu il ne semble pas transiter d armes en Guinée vers la Sierra Leone. Les forces armées guinéennes ont apparemment réussi à fermer leurs frontières à tous les contrebandiers, à l exception des plus petits, mais cela a entraîné un coût énorme pour ce petit pays.

Le problème des armes légères s est récemment aggravé, le commandant de l ECOMOG ayant menacé récemment de lancer des attaques aériennes contre le Libéria et le Burkina Faso si le commerce des armes légères transitant par ces deux pays n est pas immédiatement réprimé. Cette dimension nouvelle et hautement volatile du conflit a des répercussions régionales et, peut-être, mondiales.

La police

Sierra Leone

L autre dimension essentielle de la sécurité pour le GOSL est la police civile. La police du pays a été pratiquement réduite à l impuissance par l offensive rebelle de janvier 1999. On estime que de deux cents à trois cents policiers ont été assassinés au cours d une attaque du RUF où le quartier général de la police de Sierra Leone a été totalement détruit. L école de police de la ville de Hastings, juste au sud de Freetown, aurait été également détruite.

Il y a bien une présence policière sur le terrain à Freetown, mais aucune activité policière n a été signalée en dehors de la capitale. À Freetown, les fonctions policières, exécutées par des policiers non armés (accompagnés de soldats armés de l ECOMOG), semblent se limiter au contrôle de la circulation et à l affectation de personnel à certains des innombrables barrages routiers de la

ville. Bien que les contacts avec les représentants de la police de Sierra Leone aient été extrêmement restreints, il paraît évident que la police ne peut exécuter que les tâches les plus rudimentaires. Elle ne semble disposer d aucune ressource en matière d enquêtes criminelles, de lutte antidrogue et de lutte antifraude. Elle n a pas non plus les moyens ni la capacité de former du personnel dans aucune des compétences policières susmentionnées. En outre, comme la nouvelle SLA, la police sierra-léonaise ne possède aucun des équipements nécessaires à une force policière.

Il semble qu aucune action concertée n ait été entreprise pour former et restructurer les forces policières sierra-léonaises, tous les efforts ayant apparemment porté sur l armée. Le président Kabbah a déclaré qu il s était adressé au Commonwealth pour obtenir de l aide afin de renforcer la police, non seulement sur le plan de l acquisition des compétences policières mais aussi sur les questions de personnel comme le recrutement. L automne dernier, le Commonwealth a fourni une évaluation des besoins de la police (un agent de la GRC faisait partie de l équipe du Commonwealth) et a participé à la prestation de services de formation et à la fourniture de matériel destinés à la police sierra-léonaise. Toutefois, il faudra probablement attendre que la sécurité s améliore pour que le Commonwealth offre une autre formation policière.

Guinée

Comme nous l avons déjà observé, la Guinée a absorbé le plus gros de l exode des réfugiés provoqué par les conflits en Sierra Leone et au Libéria, causant de sérieux problèmes de sécurité interne et exteme à ce pays minuscule et pauvre. Les autorités guinéennes sont conscientes de la menace extérieure et ont réagi en renforçant la sécurité à la frontière par l exploitation maximum de leurs forces militaires. Toutefois, le pays n était pas préparé à l escalade de la criminalité, non seulement sur le plan quantitatif mais également sur celui de la diversité et des degrés de violence, ce que les autorités imputent directement à l augmentation dramatique de la population des réfugiés en Guinée.

Les besoins de la police guinéenne sont importants. Il ne s agit pas uniquement d un soutien logistique général (matériel de communication et véhicules) mais aussi de matériel spécialisé tel que les trousses de prise d empreintes digitales, l équipement spécial de protection contre les armes criminelles (vestes et casques) et le matériel de dépistage de drogues. Et les besoins en formation sont peut-être encore plus importants. La police guinéenne doit être formée à la plupart des techniques policières modernes, qu il s agisse de la détection et de la prévention du crime ou des enquêtes criminelles. Il lui faut aussi former des policiers et des instructeurs de police. Cette formation doit être, bien évidemment, dispensée en français.

Conclusions

Comme nous l avons indiqué au début de cette partie du rapport, le conflit sierra-léonais est extrêmement complexe et inextricablement lié à la sécurité dans toute la sous-région de l Ouest

africain. En fait, la complexité de ce conflit régional meurtrier, combinée à la durée limitée de la visite de notre délégation, empêche la formulation de conclusions complètes et approfondies. Cela dit, nous pouvons tout de même tirer trois conclusions d ordre très général sur la situation sierra-léonaise.

Premièrement, on peut affirmer avec certitude qu il n y a pas de paix à maintenir en Sierra Leone, et donc aucun rôle à jouer pour une mission ou opération de maintien de la paix. On assiste certes à une certaine accalmie, mais on ne peut pas parler de paix. En conséquence, à moins d une victoire militaire (peu probable), d une armistice négociée ou d un accord de paix, la mission militaire du GOSL et de l ECOMOG (guerre ou opération anti-insurrectionnelle) ne changera pas. Seule la cessation des activités permettrait d envisager une opération de maintien ou de soutien de la paix.

Deuxièmement, il est évident qu il n existe pas de solution purement militaire au conflit sierra-léonais. En outre, c est la politique à deux volets du GOSL qui, si on y met de la bonne foi et de la bonne volonté, a le plus de chance de réussir.

Enfin, si la sécurité est insuffisante en Sierra Leone, aucune des activités politiques, humanitaires ou économiques dont le pays a si désespérément besoin ne peut s y dérouler. C est pourquoi le Canada, dans toute initiative éventuelle portant sur le secteur de la sécurité, doit chercher à accroître la sécurité dans le pays de deux manières : en fournissant un soutien politique ou en exerçant des pressions dans le but de réduire les appuis et participations extérieurs aux activités des forces rebelles, et en fournissant du matériel ou une aide à l instruction aux pays qui affectent des troupes à l ECOMOG et au GOSL.

S agissant du premier volet, nous recommandons que les initiatives politiques ou diplomatiques du Canada en matière de sécurité visent à empêcher toute aide financière ou matérielle aux forces rebelles de Sierra Leone. Pour cela, nous pourrions utiliser diverses tribunes internationales en dénonçant publiquement les pays qui fournissent des armes à la région, ou qui participent à la vente ou au transfert de diamants ou d autres ressources naturelles utilisées par les rebelles pour financer leurs opérations. Plus loin dans le rapport, nous analysons de manière plus détaillée cette dimension politique des questions liées au secteur de la sécurité.

En ce qui a trait à la fourniture de matériel et de formation à l ECOMOG et au GOSL, nous recommandons que la participation du Canada soit axée sur quatre points : soutien à l ECOMOG, à la nouvelle SLA, à la police civile et à la prestation d information sur les enjeux en matière de sécurité dans la région.

TROISIÈME PARTIE LA SITUATION HUMANITAIRE

On ne peut être qu atterré devant l ampleur de la tragédie humanitaire qui se joue en Sierra Leone. Huit ans de guerre ont fait 75 000 morts. Comme nous l avons vu plus haut, l offensive terriblement destructrice menée par les rebelles à Freetown en janvier a pratiquement achevé la désintégration de ce pays minuscule et misérable de 4,2 millions d habitants. La structure de l État et le gouvernement démocratiquement élu du président Kabbah tiennent à un fil. Le pays a subi le traumatisme de la violence, des violations des droits de la personne et des atrocités commises à vaste échelle. De très importants segments de la population dépendent maintenant de l aide internationale pour des produits de première nécessité comme la nourriture, le logement, l eau potable et les médicaments. Si terrible soit-elle actuellement, cette tragédie pourrait encore s aggraver.

L une des difficultés, lorsqu on cherche à comprendre l ampleur de la crise d ordre humanitaire que connaît la Sierra Leone, est liée au fait que le pays a été effectivement coupé en deux. Comme nous l avons noté plus haut, la péninsule de Freetown et quelques villes principales sont sous le contrôle du GOSL, de l ECOMOG ou des kamajors. Le reste du pays est, à divers degrés, contrôlé par le RUF ou d autres factions rebelles. D après un rapport de Médecins sans frontières (MSF) publié fin mars : « *La véritable tragédie de la Sierra Leone ne réside peut-être pas dans les atrocités déjà signalées, mais dans celles qui pourraient être commises actuellement dans les régions de l intérieur. Dans un pays qui dispose d aussi peu de ressources, la malnutrition et la maladie sont des menaces sérieuses, en particulier pour les enfants. Hélas, il faut bien dire crûment que ni MSF ni aucune autre organisation ne sait ce qui se passe dans la plupart des régions de Sierra Leone en ce moment.* »

Les deux principaux défis auxquels font face les organismes de secours humanitaires en Sierra Leone sont les questions de la sécurité et de l accès aux personnes nécessiteuses, et particulièrement aux personnes déplacées qui sont de loin les plus vulnérables. En fait, selon les organismes des Nations unies, plus d un million de Sierra-Léonais ont été déplacés. D autres organismes de secours comme MSF pensent que le nombre réel est largement supérieur, le situant entre un et trois millions. Dans n importe quel pays, un mouvement de population aussi massif serait désastreux. En Sierra Leone, pays considéré comme le plus pauvre du monde par les Nations unies, il entraîne une souffrance indescriptible.

À eux seuls, les chiffres ne sauraient rendre compte de ce cauchemar national qu est la misère personnelle des réfugiés et des personnes déplacées de Sierra Leone. Selon le dernier rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, après huit ans de guerre, il y a maintenant 700 000 personnes déplacées à l intérieur de la Sierra Leone, dont 250 000 à Freetown. En outre, 400 000 réfugiés se trouvent en Guinée et 100 000 au Libéria. Les plus récents combats, en janvier, ont fait encore affluer des milliers de réfugiés en Guinée. Il est excessivement difficile d obtenir des chiffres exacts, mais les représentants du HCR et du gouvernement guinéen essayent actuellement de recenser les réfugiés.

Durant notre séjour en Guinée, notre délégation s est rendue à la frontière sud de la Guinée et de la Sierra Leone pour visiter le camp de réfugiés de Forecariah, qui ne cesse de s étendre. Nous avons été surpris d y voir des réfugiés libériens : après avoir fui leur propre pays pour se réfugier en Sierra Leone, ils ont été obligés de s enfuir à nouveau en Guinée. En Guinée, la situation est rendue plus complexe par le fait que certains réfugiés traversent la frontière durant la journée pour se rendre en Sierra Leone travailler leur terre et retournent aux camps en Guinée pour y être en sécurité durant la nuit. En outre, de nombreux Sierra-Léonais vivent actuellement avec des parents en Guinée, de sorte qu ils échappent au recensement officiel. Cet afflux massif de réfugiés représente un fardeau financier que ne peut supporter la Guinée, un autre des pays les plus pauvres d Afrique.

Et, fait très important d un point de vue humanitaire, depuis l offensive du RUF en janvier, presque tous les travailleurs des organismes humanitaires ont dû évacuer l intérieur de la Sierra Leone pour des raisons de sécurité. En outre, la plupart des activités de secours menées par des ressortissants sierra-léonais ont aussi cessé. Pour les organismes qui travaillent en Sierra Leone, la situation est alarmante du fait que les principes élémentaires du droit humanitaire et les droits de la personne ne sont pas observés, les principes les plus importants étant la possibilité d avoir accès à ceux qui ont besoin d aide, la neutralité politique et la stricte non-implication des organismes humanitaires d un côté comme de l autre.

Au cours des mois qui viennent de s écouler, de sérieux problèmes ont surgi entre l ECOMOG et certains organismes de secours, à savoir le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a été expulsé de Sierra Leone à la mi-janvier. L ECOMOG a affirmé que l utilisation imprudente par le CICR de postes émetteurs-récepteurs avait révélé aux rebelles les positions de certains de leurs soldats et entraîné la mort de 20 soldats nigérians. Le CICR a nié cette accusation. Suite à la controverse au sujet du CICR, le gouvernement a considérablement restreint l utilisation du matériel de communications considéré comme indispensable par les ONG pour des raisons de logistique et de sécurité. D autre part, l ECOMOG n a pas facilité l accès des organismes de secours à l intérieur du pays. Il semble que la question du matériel de communications doive se régler sous peu, mais la méfiance demeure forte entre les autorités gouvernementales, l ECOMOG et la communauté des ONG.

En raison des conditions de sécurité défavorables qui existent dans les zones tenues par les rebelles, certains indices permettent de croire que les secours fournis par les organisations non gouvernementales sont dans certains cas détournés ou volés par les rebelles. Le gouvernement craint ainsi que les vivres et les médicaments n aillent pas à ceux qui en ont besoin, et se méfie d autant plus, malheureusement, des activités des ONG.

Par ailleurs, s il y a eu des problèmes entre le gouvernement, l ECOMOG et la communauté des ONG au sujet de la fourniture de l aide humanitaire, il faut souligner avec fermeté que le RUF et ses alliés sont les premiers responsables de la catastrophe d ordre humanitaire à laquelle on assiste actuellement. Les rebelles manifestent un mépris absolu des règles de la guerre ou du droit

humanitaire et laissent la population civile de l intérieur du pays, surtout au nord et à l est, dans une situation de vulnérabilité totale.

Les besoins de Freetown en matière d aide humanitaire ont généralement été bien définis, mais on ne sait pas grand-chose des besoins des arrière-pays de Bo et de Kenema. Si la sécurité s améliore, ce qui se produira à mesure que l ECOMOG parviendra à élargir les zones qu elle contrôle, il est très probable que les besoins humanitaires augmenteront considérablement au fur et à mesure que les organismes d aide découvriront les conditions très pénibles auxquelles on s attend. Certaines régions sont touchées par la famine. Qu il s agisse d aide alimentaire, de médicaments, de logement ou d assistance aux personnes amputées, aux femmes et aux enfants, il est très probable que les besoins en secours humanitaires seront énormes.

L aide bilatérale a certes été considérable (voir l annexe 7), mais les résultats de l appel global de l ONU en faveur de la Sierra Leone ont été décevants. L appel visait à recueillir 27,9 millions de dollars en argent, mais n a obtenu jusqu ici que quatre millions de dollars.

Le problème du logement

Freetown connaît actuellement une très grave crise du logement et ce, pour deux raisons. D abord le conflit a poussé un très grand nombre de Sierra-Léonais à se réfugier à Freetown, l une des rares zones sûres en Sierra Leone. Ensuite, l attaque du RUF, en janvier, a dévasté de grandes parties des quartiers est, à proximité du parc industriel de Wellington et aux environs de Kissy. L image de surpeuplement que donne Freetown un nombre incroyable de gens circulent dans les rues est peut-être le signe le plus visible que cette population additionnelle exerce sur l infrastructure une pression qui devient intolérable. La saison des pluies qui doit commencer bientôt complique encore la situation.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations unies, de 65 à 80 p. 100 des maisons de l est de la ville ont été détruites. En visitant les quartiers est de Freetown, notre délégation a pu constater le caractère massif de la destruction maisons et commerces brûlés ou détruits causée par l attaque des rebelles. Bien que ce soit la zone de Freetown qui ait été la plus fortement touchée, notre délégation a pu voir des quartiers dévastés dans toute la ville, de la périphérie est au centre. Seuls quelques quartiers à l ouest, tenus par les troupes nigérianes de l ECOMOG durant tout le combat en janvier, sont restés intacts.

On estime que le nombre de personnes déplacées de l intérieur à Freetown se situe entre 150 000 et 250 000, mais il est extrêmement difficile d en déterminer le nombre exact. Beaucoup ont demandé à des parents, à des voisins ou à des amis de les accueillir. Certaines installations de Freetown comme le stade ont hébergé jusqu à 64 000 personnes durant l attaque de janvier, mais ce chiffre est descendu à 5 000. Environ 13 000 sans-abri sont hébergés aux vieux ateliers nationaux des chemins de fer. Le reste de cette population déplacée à Freetown est hébergé dans d autres installations plus petites ou a été absorbé dans la population de la ville qui atteint maintenant le million.

En visitant le stade national, notre délégation a pu mieux comprendre les défis en matière d hébergement que doit relever le personnel d aide. L administrateur des installations du stade a accueilli notre délégation et lui a fait faire une visite rapide. Il y avait une multitude d enfants dans toutes les parties du stade. Durant la journée, couvertures, serviettes et vêtements pendaient partout. La grande majorité des gens dorment sur des serviettes ou des couvertures, à même le béton, sous les gradins. Durant la visite de notre délégation, certaines personnes mangeaient leur repas de midi, composé de semoule de maïs, dans des bols de plastique et sans ustensiles.

Une clinique médicale est installée dans une des pièces du stade et certaines installations spéciales de nature rudimentaire ont été mises en place pour les femmes enceintes et les femmes qui viennent d accoucher. Il y a un lieu d accouchement et une pièce avec quelques couvertures supplémentaires sur le sol pour les mères et leurs nouveau-nés. Lors de la visite de notre délégation, une douzaine de femmes venant d accoucher s y trouvaient probablement. Les docteurs de la clinique doivent traiter de nombreuses maladies, mais ce sont les enfants qui semblent avoir le plus souvent besoin de leurs services oreillons, malnutrition et diarrhée. En ce qui concerne la diarrhée, qui est l une des premières causes de mortalité chez les jeunes enfants, la clinique a l équipement nécessaire à la thérapie par réhydratation. Ce traitement a dû être administré à au moins 2 000 enfants. Si l on tient compte du grand nombre de gens hébergés au stade au cours de ces trois mois, il est surprenant qu il n y ait eu qu un seul décès. Le docteur qui accompagnait notre délégation nous a parlé d un enfant mort-né au cours d un accouchement qui s était déroulé quelques heures à peine avant notre arrivée.

Tandis que les installations de béton du stade national semblaient propres mais inconfortables aux innombrables personnes qui s y sont installées ces dernies mois, les ateliers nationaux sont surpeuplés, poussiéreux, sales et sordides. Construites au début du siècle comme hangars d entretien des locomotives et des wagons d un chemin de fer qui n est plus utilisé depuis longtemps, ces installations donnaient l impression de n avoir pas servi depuis des décennies.

Légèrement plus grands qu une patinoire de hockey locale, les « ateliers » ont accueilli approximativement 13 000 personnes. Au début des combats à Freetown en janvier, certaines personnes arrivées aux ateliers avaient fui d autres camps de personnes déplacées situés dans d autres régions de Sierra Leone. Notre délégation a appris que certaines d entre elles avaient déjà été dans deux, trois et parfois quatre autres camps. Au début, il n y avait qu un seul robinet d où s écoulait un mince filet d eau, et des latrines à la chaux pour 9 000 personnes. Depuis, la situation s est nettement améliorée aux ateliers sur le plan de la distribution de nourriture, de l eau et de l hygiène.

L un des aspects les plus pénibles du camp, surtout pour les femmes, est l absence totale d intimité. En visitant l installation, nous avons vu plusieurs familles de cinq ou six personnes occupant un espace d environ trois mètres sur trois. Il est difficile de comprendre comment ces personnes ont pu supporter de telles conditions depuis trois mois. On peut parler de survie, mais cela ne va pas au-delà. Comme au stade national, notre groupe a remarqué le nombre incroyable d enfants dispersés dans tout le camp.

On s efforce de construire de nouveaux abris à proximité des ateliers nationaux et dans huit autres quartiers aux alentours de Freetown. Nous n avons pas pu visiter les lieux où de nouveaux abris sont en construction, mais les progrès aux ateliers nationaux semblent lents. Les nouveaux abris sont construits à l aide de longs poteaux de sept à dix centimètres de diamètre. La charpente est recouverte de bâches de plastique et, dans certains cas, la structure repose sur une base en béton. Des cloisons en plastique opaque forment des espaces séparés de trois mètres sur trois environ. Dans certains abris que nous avons vus, le sol était en terre battue, mais nous avons été informés que du gravier serait répandu pour assurer un drainage adéquat et protéger le sol de l humidité. Disons seulement que ceux d entre nous qui ont visité les abris n étaient pas très convaincus qu ils seraient assez résistants et suffisamment étanches pour supporter les pluies torrentielles qui vont s abattre sur la Sierra Leone le mois prochain.

D après les plans du BCAH relatifs aux abris des ateliers nationaux et des huit autres camps, 16 800 personnes seulement peuvent y être hébergées. Toutefois, à l heure actuelle, on vise à fournir l hébergement et l aide non alimentaire à 50 000 familles à Freetown et dans des régions reculées comme Bo, Kenema et Kambia. Depuis février, l U.S. Office of Foreign Development Assistance a fourni environ 1 600 rouleaux de bâches de plastique et 50 000 couvertures, ce qui pourrait abriter et protéger une dizaine de milliers de familles. Mais il faudra que tous les intéressés fassent un effort colossal pour que la population de Freetown soit hébergée correctement lorsque la saison des pluies commencera.

En plus des besoins élémentaires de logement, notre groupe a également entendu un appel à d autres secours non alimentaires. En particulier, des représentants de la Commission nationale de redressement, de reconstruction et de réconciliation (NCRRR) nous ont dit qu il y avait un besoin urgent de produits ménagers - ustensiles de cuisine, casseroles, poêlons, bols, plats, assiettes, coutellerie et savon, et jerricans. Il nous a paru également qu il vaudrait mieux que ces abris soient dotés de lits de camp si possible plutôt que de matelas, surtout durant la saison des pluies.

À long terme, le parc à logements d une grande partie des quartiers est de Freetown doit être reconstruit. Durant notre visite dans les quartiers dévastés de l est de la ville, nous avons pu constater que la reconstruction était commencée. La saison des pluies impose aux résidents une véritable course contre la montre. La brique crue sert à construire de petits abris, mais il semble que de nombreux types de matériaux de construction comme la tôle pour les toitures, les fenêtres, etc. manquent. L accès au crédit permettant d emprunter pour la reconstruction est également très restreint dans la mesure où un très petit nombre de banques seulement ont rouvert leurs portes depuis les combats de janvier. Un fait mérite d être souligné : durant notre réunion avec le président Kabbah, celui-ci a mentionné le savoir-faire du Canada dans le domaine de la construction préfabriquée à faible coût et a évoqué la présence de Maurice Strong au projet Habitat des Nations unies. Il a ajouté : « Nous ne demandons pas qu on nous fasse un cadeau, mais de pouvoir échelonner nos paiements sur plusieurs années. »

Les personnes amputées

Si, comme on le souhaite, le grave problème de logement qui se pose en Sierra Leone peut se régler avec des matériaux de construction et des ressources financières, plusieurs générations seront marquées par les blessures physiques et affectives infligées aux hommes, aux femmes et aux enfants sierra-léonais. La pratique qui consiste à amputer et à mutiler les civils est devenue la marque de commerce du RUF, sa carte de visite. Comme tactique de terreur, la pratique a débuté dans les années 1990, mais semble avoir attiré l attention internationale au cours des premières élections démocratiques en 1996. Pour dissuader les gens de voter à ces élections, Foday Sankoh, dirigeant du RUF, a donné l ordre à ses hommes de couper les mains des personnes qui avaient voté. (Elles étaient repérables parce qu elles portaient une marque à l encre sur la main). La tactique a échoué. Malgré le risque énorme qui pesait sur leur vie, les électeurs ont porté au pouvoir le président Ahmed Tejan Kabbah. Dans les régions rurales, ces amputations ont été particulièrement cruelles car elles ont détruit les moyens d existence de nombreux petits fermiers qui y faisaient une agriculture de subsistance en les rendant incapables de travailler la terre.

MSF signale qu il traite actuellement des centaines de civils auxquels les forces rebelles ont coupé une main, un bras, une jambe ou une oreille ou les deux. Nombre de ces victimes sont de jeunes enfants, parfois même des bébés. En outre, toujours selon cette source, le nombre d amputations et de mutilations aurait augmenté considérablement depuis que les rebelles ont été forcés au repli à Freetown en janvier. MSF a également déclaré publiquement que, d après son expérience de 1998, pour une victime qui parvient à se rendre à l hôpital, plusieurs autres ne reçoivent jamais de soins et meurent des suites de leurs blessures.

Une visite à l hôpital Connaught à Freetown et au camp pour amputés tenu par l Adventist Development and Relief Agency (ADRA) à Murray Town a mis notre délégation en face de l horreur que constituent les atrocités auxquelles ce conflit a donné lieu. Le camp hébergeait environ 250 personnes amputées et leur famille qui avaient fui les régions de l intérieur du pays soumises aux attaques des rebelles. Notre délégation a été accueillie par l administrateur adjoint qui nous a fait escorter, pour notre visite du camp, par un porte-parole des personnes amputées, un jeune homme d une vingtaine d années.

Dans le camp, les réfugiés sont logés dans des abris en boue, d anciens hangars et quelques nouveaux abris couverts de bâches de plastique qui ressemblaient à ceux des ateliers nationaux. Notre guide nous a dit qu il venait du nord de la Sierra Leone mais qu il étudiait dans l est au moment où les rebelles sont arrivés. En plus de voler et de piller la région, les rebelles ont aussi exécuté et mutilé les habitants. Ils ont demandé à l oncle du jeune homme de lui tenir le bras pendant qu ils l amputaient. Son oncle a refusé et a été abattu. Les rebelles ont coupé à la machette le bras droit du jeune, entre le coude et le poignet et lui ont aussi coupé l oreille droite.

L administrateur du camp nous a emmenés à l extérieur où le jeune homme a expliqué le but de notre visite aux amputés et à leur famille. C est là que notre délégation a vu une petite fille amputée de quatre ans - probablement la plus jeune victime du camp. Les rebelles lui avaient

coupé le bras au niveau de l épaule. Ses deux parents étaient avec elles, et tous deux avaient une main coupée. La terrifiante brutalité qu a subie cette petite fille est, à bien des égards, un symbole de la violence effroyable qui a menacé la Sierra Leone de destruction complète.

Quelques heures plus tard, notre délégation se trouvait à l hôpital Connaught au centre de Freetown. Une cinquantaine d amputés, hommes et femmes, étaient soignés dans deux salles. Le docteur Kamara, chirurgien en chef de l hôpital et l infirmière chef ont guidé notre visite en compagnie d une équipe de télévision d une station locale. Le docteur a expliqué aux patients de Kiro que nous venions du Canada et que nous étions chargés d évaluer les conditions vécues par les Sierra-Léonais pour que le Canada puisse les aider.

Le docteur a également expliqué que durant la crise de janvier, l hôpital de Connaught a été submergé par un flot de victimes. Il y a 250 lits à l hôpital, mais celui-ci a dû accueillir 350 personnes et plus lorsque les combats ont commencé. Il leur a fallu soigner les personnes amputées et touchées par balles sur le gazon de la petite cour. Notre délégation a observé lit après lit, où était couchés des vieux et des jeunes, les membres bandés, le regard vide. Dans les yeux des victimes de ces méfaits se lit un désespoir terrible - comme celui de cet homme auquel les rebelles avaient coupé les deux mains.

D après l âge et le sexe des personnes qui occupent les lits d hôpitaux, les victimes semblent avoir été choisies totalement au hasard. Il semble évident que ces méfaits sont commis sans aucun discernement. À nouveau, notre délégation a pu avoir d autres preuves que même les enfants en sont victimes : une petite fille, âgée d environ huit ans, dont la jambe gauche était amputée quelques centimètres au-dessus du genou. Le docteur nous a informés que le plus jeune amputé qu il avait soigné avait deux ans et demi.

Il est difficile de déterminer de façon précise le nombre d amputés à Freetown et en fait en Sierra Leone en général. Sans exagérer, on peut situer ce chiffre entre 1 000 et 1 500 pour la seule zone de Freetown. Des centaines d amputés se trouvent également parmi les réfugiés qui ont fui la Sierra Leone. Vu la situation des soins de santé dans le pays, il n existe pratiquement pas de statistiques fiables.

Nous avons été avisés que la situation des amputés s améliorerait avec la fourniture de prothèses par des groupes tels que Handicap International (HI), mais notre délégation ne se souvient pas d avoir vu un seul appareil durant sa visite à l hôpital. À une réunion du bureau chargé des questions humanitaires de la Communauté européenne à Bruxelles fin mars, HI a noté que, quel que soit le service fourni à Freetown, il l était de manière ponctuelle par des non-spécialistes en raison des restrictions qui s appliquent en matière de sécurité. La situation est particulièrement difficile pour les enfants, qui ont régulièrement besoin de nouveaux appareils parce qu ils grandissent. En outre, il est également très important de fournir le plus tôt possible une aide psychologique aux victimes de ces atrocités.

Aide alimentaire

Une évaluation des disponibilités alimentaires en Sierra Leone datée du 15 mars et contenue dans un rapport du BCAH indique que « *si les agences de sécurité alimentaire ne peuvent pas accéder à la population pour l aider à démarrer la production, le pays risque de s enfoncer un peu plus dans une situation d urgence alimentaire d ici les prochains mois.* » Le rapport poursuit : « *Les perspectives de production agricole sont préoccupantes dans les circonstances actuelles. Les prévisions fin 1998 des agences alimentaires en Sierra Leone annonçaient des besoins annuels de 483 000 tonnes pour l ensemble de la population. Environ la moitié devait provenir des importations, 17 % de l aide alimentaire, 10 % du riz blanchi de la récolte 1997-1998, soit un déficit prévisionnel de 23 %.* »

Ces prévisions sont dépassées par les événements, à tel point que la situation actuelle donne lieu d être encore plus pessimiste. La saison des pluies est la « saison de la faim » dans le pays. Cette année, les choses risquent d être pires encore. Ainsi, la récolte de riz de submersion non contrôlée dans les vallées du pays, qui aurait dû s effectuer entre novembre et janvier, a été gravement entravée par les activités des rebelles. En outre, la préparation des terres normalement accomplie en février pour procéder au semis du riz de plateau, du manioc, du maïs et de l arachide en avril et mai a été sérieusement perturbée. Si les semis échouent, les récoltes de fin d année seront insuffisantes pour couvrir les besoins du pays.

La valeur totale de l aide alimentaire envoyée en Sierra Leone est comprise entre 50 et 55 millions de $US par an. Les principaux organismes impliqués sont le Programme alimentaire mondial, CARE, le Service de secours catholique et Vision mondiale. L ACDI a consacré 5,6 millions de $CAN à l aide alimentaire d urgence en Sierra Leone, qui a débuté en avril 1997 et s est poursuivie jusqu en novembre 1998. Vision mondiale Canada est aux premières lignes de cette action, puisqu elle fournit et expédie 3 800 tonnes de denrées canadiennes d une valeur de 3 millions de $, comprenant du blé, des lentilles et de l huile de colza. En octobre 1998, plus de 250 000 personnes avaient reçu une aide alimentaire de Vision mondiale Canada et de l ACDI.

La situation actuelle pose de sérieux défis. Le rapport de mars 1999 du secrétaire général sur la Sierra Leone indique que les souffrances des populations civiles vulnérables sont décuplées par la malnutrition croissante, notamment parmi les enfants de moins de cinq ans. Des enquêtes préliminaires ont révélé que dans certaines régions du pays, 25 % des enfants souffrent de malnutrition grave. Le rapport du secrétaire général attire également l attention sur l avertissement lancé par le Programme alimentaire mondial : si les routes conduisant à Freetown ne sont pas rapidement débloquées pour permettre la libre circulation des importations et l acheminement des produits alimentaires venant de l intérieur des terres, des pénuries alimentaires dans la ville sont possibles à brève échéance. La situation à Freetown semble s être quelque peu améliorée. Durant la dernière semaine du mois de mars, environ 3 000 tonnes d aide alimentaire ont été reçues de CARE États-Unis. Les livraisons incluaient du blé, du maïs, de l huile végétale et des lentilles.

Dans d autres régions du pays, la situation alimentaire reste préoccupante. En janvier et février, des travailleurs de l aide ont qualifié de désespérée la situation à Bo et à Kenema, plusieurs personnes mortes de faim ayant été recensées. Récemment toutefois, des négociants de Guinée et de Freetown ont pu transporter des produits jusqu aux deux villes en violant l interdiction gouvernementale de navigation. Ils ont transporté des aliments et du carburant par la mer jusqu aux villes de Shenge et de Gbangbatok, sur la côte et dans l estuaire, en évitant les routes contrôlées par les rebelles. Bien que ces opérations soient très risquées (400 personnes auraient été noyées lors de naufrages de bateaux coulés depuis début mars), les bénéfices sont considérables. Un sac de 100 livres de riz vendu 38 000 leones (environ 38 $CAN) à Freetown se négociera 90 000 leones à Bo et 100 000 à Kenema.

Quoi qu il en soit, la situation demeure critique à Bo et à Kenema. Le dernier rapport du BCAH signale que 80 000 personnes, dans ces deux villes, font face à de graves pénuries de vivres, ajoutant : *« La situation empire de jour en jour, tandis que le RSSG et les organismes d aide alimentaire étudient les moyens de livrer sans danger des vivres en quantités suffisantes à la population de Bo et de Kenema. »*

Toutefois, les rapports qui nous parviennent sur la situation à l intérieur du pays, comme celui du 20 mars de la ville de Makeni, indiquent une pénurie de produits alimentaires, de carburants, de médicaments et d autres denrées essentielles et signalent que les habitants sont aux prises avec de graves difficultés. Un autre rapport récent émanant de la ville de Kamakwie dans le Nord révèle qu au moins 20 personnes meurent chaque jour de faim, par manque de soins médicaux et par suite des violences infligées par les rebelles.

Un responsable d une ONG participant à l aide alimentaire a expliqué à notre délégation qu une fois la sécurité rétablie, la Sierra Leone aura besoin d aide pour établir une stratégie à long terme de production alimentaire. Le pays pourrait nourrir ses habitants et même exporter des produits alimentaires. Il était autosuffisant dans les années 60, et certains estiment que si ses terres arables étaient correctement exploitées, il pourrait nourrir toute l Afrique de l Ouest. Selon un autre représentant d une ONG d aide alimentaire avec qui notre délégation s est entretenue, on peut raisonnablement penser que si les conditions adéquates sont réunies, la Sierra Leone pourrait renouer avec l autosuffisance alimentaire d ici deux à trois ans.

Malheureusement, les distorsions du marché provoquées par des pratiques monopolistiques (accords entre les entreprises et les responsables politiques) ont aussi entraîné de sérieux problèmes. Pour rétablir la sécurité alimentaire, il faut encourager les petits producteurs. Tant que la situation n aura pas considérablement évolué, il est probable que la Sierra Leone restera tributaire d une aide alimentaire étrangère importante.

Les enfants

Les enfants de Sierra Leone supportent le plus dur du conflit. Qu il s agisse des camps de réfugiés de Guinée, des camps de personnes déplacées à Freetown, de la malnutrition et des

maladies omniprésentes ou des enfants soldats, les enfants de Sierra Leone sont les premières victimes. On estime que les huit années de conflit ont entraîné la séparation de 12 000 enfants d avec leurs familles. L UNICEF s efforce de mettre en place des programmes permettant de réunir les enfants avec leurs familles. Si le Réseau national de recherche et de réunion des familles compte quelques succès à son actif, la tâche reste immense. L une des conséquences les plus désastreuses de l invasion des rebelles à Freetown en janvier est la disparition de 3 000 enfants. On pense qu ils ont été enlevés par les rebelles et qu ils ne bénéficient pas d une alimentation ou de soins suffisants. Les dernières nouvelles indiquent que 256 de ces enfants ont retrouvé leurs familles, dont 51 ont été libérés récemment par les rebelles. On ignore tout de la situation des autres.

La question des enfants soldats est certainement l une des plus brûlantes à propos de cette guerre. Le rapport de mars du secrétaire général au Conseil de sécurité fait observer : « *Un grand nombre de combattants rebelles sont des enfants. Des rapports font état de garçonnets de huit à onze ans se livrant à des meurtres et à des sévices.* » Le processus dit de « désinstitutionalisation » est une des méthodes appliquées pour impliquer ces enfants dans le conflit. Très souvent, les rebelles les contraignent, sous la menace du revolver, à tuer des membres de leur famille ou des voisins. En perpétrant un acte de violence à l encontre de personnes qui leur sont proches, non seulement ces enfants sont traumatisés, mais en outre, ils ne peuvent plus retourner dans leur famille ni dans leur communauté par peur des représailles.

Les rebelles voient dans ces pratiques une méthode très efficace pour faire entrer ces enfants dans une existence de violence extrême. Les enfants ont même tendance à « s attacher » à leurs chefs. Leur obéissance aveugle, associée aux effets de l alcool, des drogues et de la croyance populaire dans les esprits juju, les convainquent de leur propre invincibilité et en font des combattants parmi les plus courageux et disciplinés des factions rebelles. L emploi généralisé d enfants soldats, et les pays qui soutiennent leurs activités, méritent la plus ferme condamnation de la communauté internationale. Malheureusement, notre délégation a vu dans les rues de Freetown des enfants soldats qui, de toute évidence, faisaient partie des forces kamajors. Bien que les kamajors soutiennent le gouvernement de Sierra Leone, il semble que celui-ci exerce un contrôle très limité sur leurs activités.

Une autre tragédie du conflit est le grand nombre de victimes de violences sexuelles. De nombreux médias et organismes internationaux confirment les récits de viols individuels ou collectifs de fillettes et de jeunes femmes raflées par les rebelles. De nombreuses victimes des viols auraient été ensuite mutilées ou exécutées. D autres ont été enlevées et contraintes de travailler comme porteuses, cuisinières, esclaves sexuelles et espionnes. Les ONG que nous avons rencontrées à Freetown estimaient que ce problème atteignait des proportions alarmantes et n était pas suffisamment pris en compte. La honte ressentie par les femmes et fillettes victimes de violences sexuelles dans les sociétés d Afrique de l Ouest empêche un grand nombre d entre elles de faire appel à une assistance psychologique.

Le problème de l éducation est lui aussi préoccupant. Le ministère de l Éducation a indiqué que 300 écoles avaient été endommagées ou détruites dans tout le pays à la suite du coup d État militaire de mai 1997. Après les combats de janvier à Freetown, 64 écoles publiques, à la fois primaires et secondaires, ont été fermées du fait des dégâts. 30 autres écoles servent actuellement d abris. Aucune école ne fonctionne à l intérieur du pays, même dans les villes placées sous la protection des kamajors, comme Bo, Kenema et Makeni.

On estime entre 600 000 et 700 000 le nombre d enfants du pays en âge d être scolarisés, tous niveaux confondus. Les effectifs de l enseignement primaire sont évalués à 350 000. Le nombre d enfants en âge d aller à l école primaire recevant actuellement une forme ou une autre d éducation est compris entre 30 000 et 35 000. Dans de nombreuses écoles de la capitale, l enseignement est limité à quelques heures par jour, car un grand nombre d instituteurs ont quitté le pays. Les manuels scolaires, les bancs et les pupitres ont été pillés ou utilisés comme combustibles. De nombreux enfants ont perdu jusqu à trois années d enseignement, hypothéquant ainsi leur avenir. Un projet encourageant qui mérite d être souligné est l initiative lancée récemment par M. Peter Penfold, haut-commissaire britannique pour la Sierra Leone. Grâce à ce projet, des écoles de Grande-Bretagne feront don de matériel pédagogique et d équipements à la Sierra Leone.

QUATRIÈME PARTIE LE PROCESSUS POLITIQUE ET DE PAIX

La politique à deux (ou trois) volets

La situation en Sierra Leone met à l épreuve l engagement de la communauté internationale en faveur de la démocratie, des droits de l homme et de la sécurité des personnes. Une réaction de dernière minute de l ECOMOG et l envoi de nouvelles troupes furent nécessaires début janvier pour empêcher les rebelles de s emparer de Freetown et éviter la chute du gouvernement démocratiquement élu du président Kabbah. La politique officielle du GOSL et de ses alliés n a pas changé depuis les malheureux événements de janvier 1999. D une part, on s efforce de résoudre pacifiquement le conflit par le dialogue et la négociation, et d autre part on maintient une pression militaire sur les forces rebelles pour les contraindre à négocier. C est la politique à deux volets, que nous avons évoquée plus haut.

Notre délégation estime que cette politique est bonne et doit être encouragée. Pour améliorer ses chances de succès, il faut la compléter par un troisième élément, l implication résolue de la communauté internationale. Sans soutien externe, qu il soit diplomatique, militaire ou humanitaire, le conflit en Sierra Leone, actuellement de portée régionale, risque de déstabiliser toute l Afrique occidentale.

À l évidence, le GOSL et l ECOMOG tentent aujourd hui de marquer des points sur le terrain afin de négocier en position de force. Cette stratégie conduit certains observateurs sceptiques à penser que le gouvernement privilégie une solution militaire plutôt que des négociations pacifiques. Notre délégation ne souscrit pas à cette analyse. La réunion récente de trois jours de la Conférence consultative nationale sur le processus de paix (NCCPP) fournit une preuve supplémentaire, si besoin est, de l attachement sincère du GOSL à sa politique bipolaire.

Le programme des rebelles

Les véritables intentions des forces rebelles ne sont pas claires, mais nous savons qu elles se composent d éléments très divers et disparates. Regroupant le RUF de Foday Sankoh, l AFRC, des chefs guerriers plus ou moins autonomes, des combattants étrangers (libériens et peut-être burkinabés) et même des mercenaires ukrainiens, c est un assemblage complexe d individus et d organisations. Certains croient fermement en une victoire militaire qui leur a échappé de justesse en janvier dernier, d autres rejettent le principe des négociations et se contentent de la situation actuelle, puisqu ils contrôlent les gisements de diamants, la principale richesse du pays. D autres encore seraient soulagés de quitter le maquis et de mettre fin à la guérilla s ils avaient la garantie de pouvoir rejoindre l armée de la Sierra Leone ou d être intégrés à un programme de réinsertion. En bref, les rebelles sont animés par des motivations différentes. Mis à part leur rejet unanime de la classe politique corrompue inscrite dans leur unique grande déclaration politique intitulée « *Footpaths to Democracy* » publiée en 1995, ils ne semblent pas disposer d un programme formel. On pourrait même affirmer que le RUF s est livré depuis à des violations des droits de l homme, mutilations, amputations, violences sexuelles et assassinats tels qu il a perdu

toute la légitimité qu il aurait pu revendiquer au nom de quelque programme politique mis de l avant précédemment.

Le processus de paix

Depuis les événements de janvier, tous les alliés du gouvernement légitime, à l exception de quelques fauteurs de guerre dans l entourage du président Kabbah, savent qu une victoire militaire est impossible et reconnaissent la nécessité d ouvrir le dialogue, sinon les négociations, avec les forces rebelles. Le président Kabbah subit des pressions en ce sens du Nigéria, du Ghana et de la Guinée. Bien que ces pays soient résolus à ne pas laisser les rebelles l emporter, ils ne veulent pas s enliser en Sierra Leone. Ils souhaitent une solution régionale négociée qui mettra un terme définitif aux pillages perpétrés par les troupes rebelles dans la région.

Chacun considère que le premier pas du processus de paix sera la rencontre entre Foday Sankoh, incarcéré depuis 1997, et ses hommes. Cette rencontre doit avoir lieu au Togo, à la fin avril. Elle devrait durer environ une semaine.

La rencontre du Togo permettra aux rebelles d élaborer un programme commun en vue des négociations, et servira d autres objectifs. Elle permettra de connaître les différents chefs de la rébellion, notamment ceux qui comptent. À part Sam Bockarie (« Maskita ») et Omrie Golley, on sait peu de choses des autres protagonistes, car les principaux commandants de Sankoh ont été condamnés à mort et exécutés en novembre dernier.

Cette rencontre donnera également l occasion de mesurer l emprise de Sankoh sur ses troupes. Certains pensent que Sankoh n exerce plus le même contrôle sur les rebelles qu en 1996. C est un fait inquiétant, car il est considéré comme un moindre mal. Le GOSL semble même vouloir renforcer sa légitimité en tant que porte-parole des rebelles.

Enfin, cette rencontre contribuera à déterminer si les intentions pacifiques de Sankoh sont sincères. Certes, il a dit tout ce qu il fallait en prison, mais sa bonne foi est en cause. Certains estiment qu avec une condamnation à mort (dont il a fait appel) au dessus de sa tête, Sankoh n avait pas d autre choix que de coopérer avec le GOSL. Ces incertitudes expliquent pourquoi Kabbah a tant insisté pour que Sankoh retourne en prison après les discussions du Togo. Kabbah veut savoir ce qui ressortira de ces discussions et comment Sankoh se comportera avant de décider, en cas de rejet de son appel, de le gracier et de le libérer.

Les négociateurs

Francis Okelo, le représentant du secrétaire général de l ONU, et le Conseil interreligieux de la Sierra Leone (IRCSL) sont les deux instigateurs de la rencontre du Togo. Tous deux ont rencontré Kabbah et Sankoh et semblent avoir noué des relations de confiance avec eux. C est leur intervention qui a permis à Sankoh de contacter Bockarie par radio. L IRCSL assistera à la rencontre de Kara, à la demande de Sankoh. F. Okelo et l IRCSL méritent le soutien du Canada.

L Accord d Abidjan

Un document rédigé par le gouvernement en consultation avec les ONG sera porté à l attention de Sankoh et de ses partisans. Ce document devrait reprendre les dispositions essentielles de l Accord d Abidjan, car tous y voient la base d un nouvel accord, surtout depuis que Foday Sankoh a reconnu la légitimité du président Kabbah. Mais ces faits remontent à 1996. À la lumière des récents développements, on peut se demander si Bockarie continuera à appuyer la position de Sankoh sur cette reconnaissance.

De plus, l Accord d Abidjan a de nombreux défauts auxquels il faudra remédier. Dans l état actuel des choses, c est presque un document dangereux. Il ne prévoit aucun mécanisme de mise en Suvre, de suivi et de résolution des litiges. Tout nouvel accord devra en comporter un. Compte tenu de la méfiance extrême entre Kabbah et Sankoh, il faudra également adopter une série de mesures propres à rétablir la confiance.

Le président Kabbah a dit escompter un accord de paix avant la fin du mois d avril. Ces propos semblent pécher par excès d optimisme.

Conclure un accord politique avec les rebelles ne sera pas une tâche facile. La situation ne pourra être résolue définitivement que par un règlement négocié. Il est évident que le RUF devra participer à la solution. Toutefois, cela ne signifie pas qu il le souhaite. Les conclusions de la NCCPP qui s est tenue récemment confirment cette crainte. En effet, la NCCPP a réaffirmé le refus catégorique de la population de partager le pouvoir avec les rebelles avant les prochaines élections. Elle a également demandé que la procédure d appel de Sankoh, le leader du RUF, aille jusqu à son terme. Le débat sur la question de l amnistie s avérera un exercice délicat d équilibre. Certains pensent que le RUF serait disposé à coopérer s il avait la garantie de pouvoir se transformer en parti politique et le soutien nécessaire. Toutefois, nous avons vu que le RUF n est qu un composant du conflit.

De plus, la plupart des ONG que notre délégation a rencontrées ont insisté sur la nécessité de ne pas fixer un délai artificiel pour les discussions. Elles estiment que, pour qu une paix durable soit possible, tous les protagonistes devront examiner sans complaisance ce qui s est passé en Sierra Leone, les erreurs commises, les valeurs qui doivent inspirer la reconstruction du pays et la nature des institutions dont il aura besoin. De leur point de vue, le mieux qu on puisse attendre des pourparlers du Togo est un accord de cessez-le-feu, associé à l engagement d entreprendre, a) une analyse approfondie des causes réelles et profondes du conflit, et b) un dialogue sur le type de pays souhaité.

La dimension régionale du conflit

Parallèlement à cet effort national, il est évident qu aucune paix durable ne peut être instaurée en Sierra Leone sans la participation des pays de la région, à la fois ceux qui soutiennent le président Kabbah (Nigéria, Ghana et Guinée) et ceux qui appuient les rebelles (Libéria et Burkina Faso).

En réalité, sans la collaboration active du Libéria avec le RUF, les rebelles auraient certainement chancelé après l offensive de l ECOMOG en février 1998, qui a conduit à la restauration du gouvernement Kabbah. La rébellion a sans nul doute profité d un important soutien étranger et le processus de paix doit prendre en compte la dimension régionale du conflit.

À n en pas douter, cette guerre comporte une dimension et un malaise francophones-anglophones. Les pays francophones dans leur ensemble n apprécient guère le Nigéria, une puissance régionale qui selon eux a tendance à agir unilatéralement. Ils lui reprochent d agir à son gré, sans concertation avec les autres participants. Ils lui tiennent notamment rigueur d avoir transformé l ECOMOG, à l origine force d interposition neutre, en une force d occupation partisane. De leur côté, le Nigéria et le Ghana se méfient de certains pays francophones qui ont soutenu Charles Taylor pendant la guerre civile au Libéria.

Au plan politique, il serait souhaitable que d autres pays francophones de la région envoient des troupes à l ECOMOG. Beaucoup de personnes que notre délégation a rencontrées estiment que la France devrait s impliquer davantage dans la recherche d une paix durable dans la région. Elle pourrait par exemple user de son influence pour convaincre le Sénégal et le Bénin d envoyer des troupes en Sierra Leone. Ceci pourrait impliquer qu un pays occidental (comme le Canada) fournisse un soutien logistique. On estime qu il serait également possible de convaincre la France de faire pression sur les présidents Taylor et Compaoré pour réduire l aide fournie aux rebelles par le Libéria et le Burkina Faso.

Les mécanismes

Soutenue par le représentant spécial Okelo, la CEDEAO, qui a déjà mis en place le mécanisme du Groupe des Six (Ghana, Guinée, Côte d Ivoire, Libéria, Nigéria et Togo), est probablement la mieux placée pour piloter d éventuels pourparlers. Mais elle aura besoin du soutien sans faille de la communauté internationale, de pays comme le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et le Canada, d organisations internationales telles que les Nations unies, le Commonwealth et la Francophonie, pour traiter notamment de la dimension régionale du conflit. Il est difficile d imaginer comment la CEDEAO pourrait à elle seule arbitrer une solution du conflit en Sierra Leone. La médiation d une partie neutre et respectée sera probablement nécessaire.

Il existe un autre mécanisme ad hoc, le Groupe de contact pour la Sierra Leone, qui est une initiative du Royaume-Uni et qui s est réuni à New York le 19 avril pour la deuxième fois ces derniers mois. Ce groupe, essentiellement constitué de pays donateurs ainsi que d organisations multilatérales (ONU, Banque mondiale, Commonwealth, Commission européenne et CEDEAO), s emploie à soutenir, élargir et coordonner l assistance internationale à la Sierra Leone et à l ECOMOG. À terme, une fois la paix et la stabilité revenues en Sierra Leone, on estime que cette initiative contribuera à réunir les ressources financières nécessaires à la reconstruction du pays.

Le Conseil de sécurité, bien qu il consacre environ 60 % de son temps à l Afrique, s est fait reprocher son inaction face aux problèmes du continent. À cet égard, le Conseil, qui a pour mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales, a un important rôle à jouer dans la recherche d une solution à la crise sierra-léonaise. Jusqu à maintenant, ce rôle comprend la mise sur pied d un régime de sanctions, outre celles qui frappent déjà le Libéria; l envoi d une mission d observation des Nations unies, la MONUSIL; et l autorisation de la présence de l ECOMOG en Sierra Leone. Le RUF a fait obstacle aux tentatives antérieures de déployer une opération de maintien de la paix de l ONU. La situation du point de vue de la sécurité en Sierra Leone est telle que le mandat de la MONUSIL est inexécutable à l heure actuelle. Toutefois, son autorisation est toujours en vigueur, et un petit personnel demeure à Conakry et à Freetown, de sorte que l ONU pourra intensifier rapidement sa présence lorsque les circonstances le permettront.

L incapacité du Conseil à agir plus vigoureusement en Sierra Leone peut être attribuée aux facteurs suivants : i) l absence des conditions clés d une mission de maintien de la paix « classique » de l ONU (cessez-le-feu, consentement des parties); ii) la difficulté de déployer une opération de maintien de la paix de l ONU en raison du grand danger qu elle présenterait pour les soldats de la paix et de la grande difficulté d accès et d approvisionnement; iii) le fait que la présence de l ECOMOG réduit ou élimine la nécessité d une opération de maintien de la paix plus vigoureuse de la part de l ONU; et iv) la réticence de certains membres du Conseil (particulièrement des États-Unis) à affecter des ressources additionnelles à de nouvelles opérations de soutien de la paix ou au renforcement d opérations déjà en cours.

Les pays de la CEDEAO qui fournissent des troupes à l ECOMOG en Sierra Leone seraient heureux que le Conseil de sécurité s occupe d eux davantage, notamment en les aidant financièrement à supporter le coût de l opération de l ECOMOG en Sierra Leone.

Le rôle du Canada

Si le Canada décide de s impliquer davantage, sa contribution sera bien évidemment la bienvenue. De nombreux responsables de la région, notamment le président de la Sierra Leone, le premier ministre de Guinée et le vice-président du Ghana, l ont très clairement indiqué à notre délégation. En outre, certains estiment que notre participation au Commonwealth et à la Francophonie pourrait créer un pont entre l Afrique anglophone et l Afrique francophone. Notre première initiative devrait être de solliciter un rôle d observateur lors des réunions du Groupe des Six de la CEDEAO. Les États-Unis et le Royaume-Uni le font déjà. L ambassadeur de Côte d Ivoire, M. Traoré, nous a assuré du soutien de son gouvernement à cet égard. Le Canada pourrait jouer un rôle de soutien important dans le processus de dialogue et de négociation, car il est perçu comme un acteur « neutre » sans « intention cachée » dans cette affaire. Ainsi, en recourant à son Fonds de consolidation de la paix, le Canada pourrait aider financièrement des ONG compétentes à participer au processus de paix et aux efforts de réconciliation nationale.

Le Canada a la possibilité de jouer un rôle important et appréciable dans la résolution de la crise sierra-léonaise. Cependant, pour participer activement à l effort diplomatique, il doit être prêt à

contribuer substantiellement à la satisfaction des besoins du pays en matière de sécurité et d aide humanitaire.

CONCLUSION

Bien que notre délégation soit restée dans la région relativement peu de temps, deux faits lui sont apparus très clairement. D une part, la crise en Sierra Leone s apparente sous plusieurs aspects à la crise du Kosovo, quant à l ampleur de la catastrophe humaine qu elle constitue. Il est malheureux qu elle attire si peu l attention sur la scène internationale. On ne soulignera jamais assez la précarité de la situation et son impact potentiel sur toute l Afrique occidentale; le pays est sur le point de devenir une version ouest-africaine de la Somalie. Si cela se produit, il risque fort d entraîner le reste de la région dans sa chute. Le Canada est les autres membres de la communauté internationale doivent agir de toute urgence.

D autre part, malgré la gravité de la situation, il existe une lueur d espoir pour le pays et la région tout entière. La communauté internationale dispose maintenant d une chance, certes minime, d aider la Sierra Leone à remonter la pente. L assistance nécessaire est impressionnante, mais pas irréalisable, et nécessitera un effort concerté et coordonné dans les domaines politique, militaire et humanitaire. Il reste aujourd hui à motiver la communauté internationale pour qu elle apporte un soutien dont les habitants de la région ont si cruellement besoin pour remettre la Sierra Leone et les pays voisins sur la voie de la démocratie, de la reconstruction et de la stabilité à long terme.

L étendue des destructions dans ce minuscule pays ouest-africain (le plus pauvre de la planète selon l Indice du développement humain de l ONU) et l importance des souffrances endurées par sa population méritent notre compassion collective. Cependant, il existe d autres raisons aussi impérieuses qui justifient l engagement continu et même accru du Canada dans la région.

À l instar du Canada, la Sierra Leone est membre du Commonwealth. Ses origines remontent à 1792, année où des esclaves affranchis venus de Nouvelle-Écosse participèrent à la fondation de Freetown. Comme la Sierra Leone, nous avons un passé colonial et de nombreuses traditions et institutions juridiques, politiques et administratives semblables. En outre, en tant que nation figurant en haut de la liste des pays classés selon l Indice de développement humain de l ONU, le Canada a un devoir moral de porter assistance à ceux qui se trouvent à l autre extrémité du classement. La protection des civils lors des conflits et la situation critique des femmes et des enfants dans les sociétés déchirées par la guerre, deux problèmes aigus en Sierra Leone, constituent deux piliers du programme de sécurité humaine dont le Canada se fait le champion dans le monde et reflètent les valeurs fondamentales et le respect des droits de l homme qui caractérisent la société canadienne d aujourd hui.

La stratégie à deux volets du GOSL est la seule option réaliste dans les circonstances actuelles. Avec l engagement nécessaire de toutes les parties concernées, elle a des chances de succès. Le présent rapport esquisse un troisième volet, la participation plus active, concertée et directe de la communauté internationale. Qu il s agisse de l aide financière aux organisations régionales impliquées dans les négociations de paix, du soutien politique aux tentatives de négociation du gouvernement du pays par l entremise d organisations internationales comme le Conseil de sécurité des Nations unies ou de servir de pont entre les nations africaines anglophones et

francophones, le Canada est appelé à jouer un rôle politique important en Sierra Leone comme dans la région.

Toutefois, notre délégation a acquis la conviction que le soutien politique ne suffit pas à conjurer la détérioration inexorable de la situation. En effet, la réussite du deuxième volet (sécurité) de la stratégie du gouvernement semble presque une condition préalable à la réussite du premier. Notre délégation partage l avis du GOSL et de pratiquement tous les autres gouvernements consultés selon lequel il n y a pas d issue militaire au conflit. Le volet sécurité doit être géré par une force régionale comme l ECOMOG qui connaît bien les problèmes de la région. Pour que l ECOMOG atteigne ses objectifs, il aura néanmoins besoin du soutien politique et logistique de la communauté internationale. À cette fin, le Canada doit lui renouveler son appui et envisager sérieusement d y ajouter un appui létal.

Les problèmes de sécurité ne se limitent pas aux questions militaires. La Sierra Leone comme la Guinée voisine ont sérieusement besoin d un large soutien de toutes les activités de la police civile. Comme le Canada s est associé aux initiatives de police du Commonwealth en Sierra Leone l année dernière, sa participation future pourrait bien être justifiée et souhaitable si cette initiative était reconduite. De même, les compétences de nombreuses forces de police canadiennes et leur capacité à dispenser une formation en français placent le Canada en bonne position pour fournir des équipements et une formation aux forces de police guinéennes.

La dimension humanitaire du conflit de Sierra Leone est très vaste, et risque même de s amplifier. Il y a beaucoup à faire. À court terme, il est urgent de fournir des abris, de la nourriture et des médicaments. En particulier, il est impératif d assurer une prise en charge physique et psychologique des victimes civiles du conflit, notamment des enfants. L assistance à court terme ne suffira pas, car l infrastructure même de la société du pays est gravement endommagée. Le pays doit avoir la capacité d absorber l assistance fournie et d en faire le meilleur usage. Il faut donc commencer à rétablir les conditions pour mener des projets à long terme, dans des domaines comme l agriculture. Enfin, les négociations de paix négligent souvent l aide au développement à long terme. Pourtant, en Sierra Leone, l aide à long terme pourrait être utilisée comme un outil efficace dans le processus de paix en cours.

L ampleur des souffrances et des besoins de la Sierra Leone est énorme, surtout quand on les appréhende sur le terrain. Il n est pas nécessaire de rester longtemps dans le pays pour s apercevoir de la fragilité de la situation, en Sierra Leone comme dans l ensemble de la région. Pourtant, malgré tous les périls, les habitants du pays osent espérer que la paix et la stabilité ne sont pas des chimères. Le Canada a la possibilité de jouer un important rôle de chef de file et d apporter une contribution appréciable à la paix et à la sécurité de cette région de l Ouest africain, pauvre et dévastée par la guerre.

Bibliographie

Abdullah, Ibrahim, Bush Path to Destruction: The origin and Character of the Revolutionary United Front , *Africa and Development*, Vol. XXII, Nos. 3/4, 1997

Abdullah, Ibrahim and Muana, Patrick, The Revolutionary United Front of Sierra Leone , in Clapham, Christopher (ed.), Africa Guerrillas, James Currey, Oxford, 1998

Amnesty International, Sierra leone 1998 - A Year of Atrocities Against Civilians , Report AFR51/22/98, London, November 1998

Bangura, Yusuf, Understanding the Political and Cultural Dynamics of the Sierra Leone War: A Critique of Paul Richard s Fighting for the Rain Forest , *Africa and Development*, Vol. XXII, Nos. 3/4, 1997

Cartwright, J.R., *Politics in Sierra Leone, 1947-1967*, University of Toronto Press, 1970

Cartwright, J.R., *Political Leadership in Sierra Leone*, University of Toronto Press, 1978

Douglas, Ian, Fighting for Diamonds - Private Military Companies in Sierra Leone , in J. Cilliers and J. Mason (eds.), *Peace, Profit or Plunder?*, Institute for Security Studies, Halfway House (South Africa), 1999

Ellis, Stephen, Liberia s Warlord Insurgency , in Clapham, Christopher (ed.), African Guerillas, James Currey, Oxford, 1998

Gberie, Lansana, War and State Collapse: The Case of Sierra Leone , Masters Thesis, Wilfrid Laurier University, 1997

Lewis, Roy, Sierra Leone , Her Majesty s Stationery Office, London, 1954

Peterson, John, Province of Freedom: A History of Sierra Leone, 1787-1870", Faber and Faber, London, 1969

Richards, Paul, Fighting for the Rainforest: War, Youth & Resources in Sierra Leone , The International African Institute, James Currey and Heinemann, Oxford and Portsmouth (N.H.), 1996

Sierra Leone News, Sierra Leone Web, URL www.Sierra-Leone.org/slnews.html

UNDP, Human Resources Report 1998", OUP, New York, 1998

Canadian Centre
For Foreign Policy
Development

Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 promenade Sussex Drive Ottawa, Ontario K1A 0G2

RAPPORT DU CCDPE POUR L'ANNÉE 2000-2001[1]

PREVENTION DES CONFLITS ET CONSTRUCTION DE LA PAIX

Renewing Partnerships for the Prevention of Armed Conflict: Options to Enhance Rapid Deployment and Initiate a UN Standing Emergency Capability. Peter Langille, Global Human Security Ideas and Initiatives. Fall 2000.

Report from the Roundtable on Expert Deployment to International Peace Operations. CCDPE. September 12, 2000.

Canadian Peacebuilding in the Middle East: Case Study of the Canada Fund in Israel/Palestine and Jordan. Tami Amanda Jacoby, University of Manitoba. Fall 2000.

Les entreprises canadiennes et la consolidation de la paix. Jean-Francois Rioux, Francisco-José Valiente, and Christian Geiser, Université du Québec à Montréal. 31 octobre 2000.

ARMES NUCLÉAIRES ET PETITES ARMES

Ballistic Missiles Foreign Experts Roundtable Report. Ernie Regehr, Project Ploughshares and Peter Moore, CCDPE. March 30, 2000.

NATO-Nuclear Weapons Roundtable Report. CCDPE. August 24-25, 2000.

Small Arms and the OAS Roundtable Report. CCDPE. April 28, 2000.

Examen des récentes initiatives gouvernementales et d'ONG concernant les armes légères et évaluation de leur efficacité: proposition pour un indice de sécurité individuelle (ISI). Frances Gaudreault et al. Summer 2000.

Globalization and Firearms: A Public Health Perspective. Wendy Cukier et al. Fall 2000.

FRONTIÈRES

Perspectives on the Borderless World: Issues for Canada. Heather Nicol and Ian Townsend-Gault. Fall 2000.

NOUVELLE DIPLOMATIE

Report from the Roundtable on Just War and Genocide. CCDPE. December 8-9, 2000.

Report from the Ottawa Roundtable for the International Commission on Intervention and State Sovereignty (ICISS). CCDPE. January 15, 2001.

.../2

[1] **Visitez le www.cfp-pec.gc.ca pour obtenir des rapports et publications supplémentaires.**

Tel./Tel. : (613) 944-8278 Fax/Télécopieur : (613) 944-0687
www.cfp-pec.gc.ca

DROITS DES ENFANTS
Children and Violent Conflict: Meeting the Challenge of Diversity. Erin Baines, Dalhousie University; Barry Burciul, University of Toronto. Summer 2000.

ENTREPRISE ET MAIN D'OEUVRE
Canadian Firms, Canadian Values. Canadian Business for Social Responsibility. May 2000.

AFRIQUE
Report from the Ottawa Nigeria Roundtable. CCDPE. March 20, 2000.

ASIE-PACIFIQUE
APEC Media Monitoring Report: A Synopsis of Key Findings from IMPACS' 1999 Youth Internship Project. Institute for Media, Policy and Civil Society. 2000.

Report from the Burma and Drugs Roundtable. CCDPE. May 15, 2000.

Report from the North Korea Roundtable. CCDPE. January 22, 2001.

Report from the Victoria Roundtable on Indonesia. CCDPE. March 13, 2000.

EUROPE
Report on Cyprus: Living Together in the New Century Roundtable. CCDPE. February 14, 2000.

AMÉRIQUES
Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere Roundtable Report. CCDPE. March 23, 2000.

Les voix canadiennes: Les Amériques. CCDPE. 2001.

Threats to Democracy in America. Max Cameron, Canadian Foundation for the Americas (FOCAL). March 3-4, 2000.

Report from the Roundtable on Governance, Civil Society and the Americas. CCDPE. January 28, 2000.

Report from the Roundtable on Canada-Cuba Relations. CCDPE. January 18, 2000.

Look Ahead to Windsor Roundtable Report (OEA). CCDPE. April 26, 2000.

CULTURE
Commerce international et diversité culturelle: la recherche d'un équilibre difficile. Ivan Bernier, Université Laval et Dave Atkinson. 2000.

QUESTIONES CIRCUMPOLAIRES
Roundtable on Northern Foreign Policy: Feedback and Look Ahead. CCDPE. February 5, 2001.

RECHERCHE EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE
Discours sexospécifiques, pratiques sexospécifiques : La Politique étrangère canadienne revue et corrigée par les féministes." Rapport de table ronde présenté au CCDPE rédigé par Claire Turenne Sjolander (Université d'Ottawa), et al. 2000.